

CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

du 2 décembre 1961, révisée à Genève
le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

INTERNATIONAL CONVENTION
FOR THE PROTECTION
OF NEW VARIETIES OF PLANTS

of December 2, 1961, as revised at Geneva
on November 10, 1972, and on October 23, 1978

INTERNATIONALES ÜBEREINKOMMEN
ZUM SCHUTZ
VON PFLANZENZÜCHTUNGEN

vom 2. Dezember 1961, revidiert in Genf
am 10. November 1972 und an 23. Oktober 1978

UPOV

**CONVENTION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION
DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**

du 2 décembre 1961, révisée à Genève
le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

**INTERNATIONAL CONVENTION
FOR THE PROTECTION
OF NEW VARIETIES OF PLANTS**

of December 2, 1961, as revised at Geneva
on November 10, 1972, and on October 23, 1978

**INTERNATIONALES ÜBEREINKOMMEN
ZUM SCHUTZ
VON PFLANZENZÜCHTUNGEN**

vom 2. Dezember 1961, revidiert in Genf
am 10. November 1972 und an 23. Oktober 1978

UPOV

Convention internationale
pour la protection
des obtentions végétales

du 2 décembre 1961, revisée à Genève
le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

Convention internationale pour la protection des obtentions végétales

du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978

TABLE DES MATIÈRES

Préambule

- Article premier: Objet de la Convention; constitution d'une Union; siège de l'Union
- Article 2: Formes de protection
- Article 3: Traitement national; réciprocité
- Article 4: Genres et espèces botaniques qui doivent ou peuvent être protégés
- Article 5: Droits protégés; étendue de la protection
- Article 6: Conditions requises pour bénéficier de la protection
- Article 7: Examen officiel des variétés; protection provisoire
- Article 8: Durée de la protection
- Article 9: Limitation de l'exercice des droits protégés
- Article 10: Nullité et déchéance des droits protégés
- Article 11: Libre choix de l'Etat de l'Union dans lequel la première demande est déposée; demandes dans d'autres Etats de l'Union; indépendance de la protection dans différents Etats de l'Union
- Article 12: Droit de priorité
- Article 13: Dénomination de la variété
- Article 14: Protection indépendante des mesures réglementant la production, le contrôle et la commercialisation
- Article 15: Organes de l'Union
- Article 16: Composition du Conseil; nombre de voix
- Article 17: Observateurs admis aux réunions du Conseil
- Article 18: Président et vice-présidents du Conseil
- Article 19: Sessions du Conseil
- Article 20: Règlement intérieur du Conseil; règlement administratif et financier de l'Union
- Article 21: Missions du Conseil
- Article 22: Majorités requises pour les décisions du Conseil
- Article 23: Missions du Bureau de l'Union; responsabilités du Secrétaire général; nomination des fonctionnaires
- Article 24: Statut juridique
- Article 25: Vérification des comptes
- Article 26: Finances
- Article 27: Revision de la Convention
- Article 28: Langues utilisées par le Bureau et lors des réunions du Conseil
- Article 29: Arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales
- Article 30: Application de la Convention sur le plan national; accords particuliers pour l'utilisation en commun de services chargés de l'examen
- Article 31: Signature
- Article 32: Ratification, acceptation ou approbation; adhésion
- Article 33: Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux textes antérieurs
- Article 34: Relations entre Etats liés par des textes différents
- Article 35: Communications concernant les genres et espèces protégés; renseignements à publier
- Article 36: Territoires
- Article 37: Dérogation pour la protection sous deux formes
- Article 38: Limitation transitoire de l'exigence de nouveauté
- Article 39: Maintien des droits acquis
- Article 40: Réserves
- Article 41: Durée et dénonciation de la Convention
- Article 42: Langues; fonctions du dépositaire

LES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 modifiée par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972 s'est avérée un instrument de valeur pour la coopération internationale en matière de protection du droit des obtenteurs;

Réaffirmant les principes figurant dans le préambule de la Convention, selon lesquels:

a) elles sont convaincues de l'importance que revêt la protection des obtentions végétales tant pour le développement de l'agriculture sur leur territoire que pour la sauvegarde des intérêts des obtenteurs,

b) elles sont conscientes des problèmes particuliers que soulèvent la reconnaissance et la protection du droit de l'obtenteur et notamment des limitations que peuvent imposer au libre exercice d'un tel droit les exigences de l'intérêt public,

c) elles considèrent qu'il est hautement souhaitable que ces problèmes auxquels de très nombreux Etats accordent une légitime importance soient résolus par chacun d'eux conformément à des principes uniformes et clairement définis;

Considérant que le concept de la protection des droits des obtenteurs a pris une grande importance dans beaucoup d'Etats qui n'ont pas encore adhéré à la Convention;

Considérant que certaines modifications dans la Convention sont nécessaires pour faciliter l'adhésion de ces Etats à l'Union;

Considérant que certaines dispositions concernant l'administration de l'Union créée par la Convention doivent être amendées à la lumière de l'expérience;

Considérant que la meilleure façon d'atteindre ces objectifs est de réviser à nouveau la Convention;

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier**Objet de la Convention;
constitution d'une Union; siège de l'Union**

1) La présente Convention a pour objet de reconnaître et d'assurer un droit à l'obtenteur d'une variété végétale nouvelle ou à son ayant cause (désigné ci-après par l'expression « l'obtenteur ») dans des conditions définies ci-après.

2) Les Etats parties à la présente Convention (ci-après dénommés « Etats de l'Union ») constituent

entre eux une Union pour la protection des obtentions végétales.

3) Le siège de l'Union et de ses organes permanents est fixé à Genève.

Article 2

Formes de protection

1) Chaque Etat de l'Union peut reconnaître le droit de l'obtenteur prévu par la présente Convention par l'octroi d'un titre de protection particulier ou d'un brevet. Toutefois, un Etat de l'Union dont la législation nationale admet la protection sous ces deux formes ne doit prévoir que l'une d'elles pour un même genre ou une même espèce botanique.

2) Chaque Etat de l'Union peut limiter l'application de la présente Convention à l'intérieur d'un genre ou d'une espèce aux variétés ayant un système particulier de reproduction ou de multiplication ou une certaine utilisation finale.

Article 3

Traitemen^t national; réciprocité

1) Les personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans un des Etats de l'Union jouissent, dans les autres Etats de l'Union, en ce qui concerne la reconnaissance et la protection du droit de l'obtenteur, du traitement que les lois respectives de ces Etats accordent ou accorderont par la suite à leurs nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention et sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.

2) Les nationaux des Etats de l'Union n'ayant ni domicile ni siège dans un de ces Etats jouissent également des mêmes droits, sous réserve de satisfaire aux obligations qui peuvent leur être imposées en vue de permettre l'examen des variétés qu'ils auraient obtenues ainsi que le contrôle de leur multiplication.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), tout Etat de l'Union appliquant la présente Convention à un genre ou une espèce déterminé a la faculté de limiter le bénéfice de la protection aux nationaux des Etats de l'Union qui appliquent la Convention à ce genre ou cette espèce et aux personnes physiques et morales ayant leur domicile ou siège dans un de ces Etats.

Article 4**Genres et espèces botaniques
qui doivent ou peuvent être protégés**

1) La présente Convention est applicable à tous les genres et espèces botaniques.

2) Les Etats de l'Union s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer progressive-
ment les dispositions de la présente Convention au plus grand nombre de genres et espèces botaniques.

3)a) Au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire, chaque Etat de l'Union applique les dispositions de la Convention à au moins cinq genres ou espèces.

b) Chaque Etat de l'Union doit appliquer ensuite lesdites dispositions à d'autres genres ou espèces, dans les délais suivants à dater de l'entrée en vigueur de la présente Convention sur son territoire:

- i) dans un délai de trois ans, à au moins dix genres ou espèces au total;
- ii) dans un délai de six ans, à au moins dix-huit genres ou espèces au total;
- iii) dans un délai de huit ans, à au moins vingt-quatre genres ou espèces au total.

c) Lorsqu'un Etat de l'Union limite l'application de la présente Convention à l'intérieur d'un genre ou d'une espèce conformément aux dispositions de l'article 2.2), ce genre ou cette espèce sera néanmoins considéré comme un genre ou une espèce aux fins des alinéas a) et b).

4) A la requête d'un Etat ayant l'intention de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente Convention ou d'adhérer à celle-ci, le Conseil peut, afin de tenir compte des conditions économiques ou écologiques particulières de cet Etat, décider, en faveur de cet Etat, de réduire les nombres minimaux prévus au paragraphe 3), de prolonger les délais prévus dans ledit paragraphe, ou de faire les deux.

5) A la requête d'un Etat de l'Union, le Conseil peut, afin de tenir compte des difficultés particulières rencontrées par cet Etat pour remplir les obligations prévues au paragraphe 3)b), décider, en faveur de cet Etat, de prolonger les délais prévus dans le paragraphe 3)b).

Article 5**Droits protégés; étendue de la protection**

1) Le droit accordé à l'obtenteur a pour effet de soumettre à son autorisation préalable

- la production à des fins d'écoulement commercial,
- la mise en vente,
- la commercialisation

du matériel de reproduction ou de multiplication végétative, en tant que tel, de la variété.

Le matériel de multiplication végétative comprend les plantes entières. Le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes ornementales ou parties de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication, au cas où elles seraient utilisées commercialement comme matériel de multiplication en vue de la production de plantes d'ornement ou de fleurs coupées.

2) L'obtenteur peut subordonner son autorisation à des conditions qu'il définit.

3) L'autorisation de l'obtenteur n'est pas nécessaire pour l'emploi de la variété comme source initiale de variation en vue de la création d'autres variétés, ni pour la commercialisation de celles-ci. Par contre, cette autorisation est requise lorsque l'emploi répété de la variété est nécessaire à la production commerciale d'une autre variété.

4) Chaque Etat de l'Union peut, soit dans sa propre législation, soit dans des arrangements particuliers au sens de l'article 29, accorder aux obtenteurs, pour certains genres ou espèces botaniques, un droit plus étendu que celui défini au paragraphe 1) et pouvant notamment s'étendre jusqu'au produit commercialisé. Un Etat de l'Union qui accorde un tel droit a la faculté d'en limiter le bénéfice aux nationaux des Etats de l'Union accordant un droit identique ainsi qu'aux personnes physiques ou morales ayant leur domicile ou siège dans l'un de ces Etats.

Article 6

Conditions requises pour bénéficier de la protection

1) L'obtenteur bénéficie de la protection prévue par la présente Convention lorsque les conditions suivantes sont remplies:

a) Quelle que soit l'origine, artificielle ou naturelle, de la variation initiale qui lui a donné naissance, la variété doit pouvoir être nettement distinguée par un ou plusieurs caractères importants de toute autre variété dont l'existence, au moment où la protection est demandée, est notoirement connue. Cette notoriété peut être établie par diverses références telles que: culture ou commercialisation déjà en cours, inscription sur un registre officiel de variétés effectuée ou en cours,

présence dans une collection de référence ou description précise dans une publication. Les caractères permettant de définir et de distinguer une variété doivent pouvoir être reconnus et décrits avec précision.

b) A la date du dépôt de la demande de protection dans un Etat de l'Union, la variété

- i) ne doit pas avoir été offerte à la vente ou commercialisée, avec l'accord de l'obtenteur, sur le territoire de cet Etat — ou, si la législation de cet Etat le prévoit, pas depuis plus d'un an — et
- ii) ne doit pas avoir été offerte à la vente ou commercialisée, avec l'accord de l'obtenteur, sur le territoire de tout autre Etat depuis plus de six ans dans le cas des vignes, des arbres forestiers, des arbres fruitiers et des arbres d'ornement, y compris, dans chaque cas, leurs porte-greffes, ou depuis plus de quatre ans dans le cas des autres plantes.

Tout essai de la variété ne comportant pas d'offre à la vente ou de commercialisation n'est pas opposable au droit à la protection. Le fait que la variété est devenue notoire autrement que par l'offre à la vente ou la commercialisation n'est pas non plus opposable au droit de l'obtenteur à la protection.

c) La variété doit être suffisamment homogène, compte tenu des particularités que présente sa reproduction sexuée ou sa multiplication végétative.

d) La variété doit être stable dans ses caractères essentiels, c'est-à-dire rester conforme à sa définition, à la suite de ses reproductions ou multiplications successives, ou, lorsque l'obtenteur a défini un cycle particulier de reproductions ou de multiplications, à la fin de chaque cycle.

e) La variété doit recevoir une dénomination conformément aux dispositions de l'article 13.

2) L'octroi de la protection ne peut dépendre d'autres conditions que celles mentionnées ci-dessus, sous réserve que l'obtenteur ait satisfait aux formalités prévues par la législation nationale de l'Etat de l'Union dans lequel la demande de protection a été déposée, y compris le paiement des taxes.

Article 7

Examen officiel des variétés; protection provisoire

1) La protection est accordée après un examen de la variété en fonction des critères définis à l'article 6. Cet examen doit être approprié à chaque genre ou espèce botanique.

2) En vue de cet examen, les services compétents de chaque Etat de l'Union peuvent exiger de l'obtenteur tous renseignements, documents, plants ou semences nécessaires.

3) Tout Etat de l'Union peut prendre des mesures destinées à défendre l'obtenteur contre les agissements abusifs des tiers qui se produiraient pendant la période comprise entre le dépôt de la demande de protection et la décision la concernant.

Article 8

Durée de la protection

Le droit conféré à l'obtenteur est accordé pour une durée limitée. Celle-ci ne peut être inférieure à quinze années, à compter de la date de la délivrance du titre de protection. Pour les vignes, les arbres forestiers, les arbres fruitiers et les arbres d'ornement, y compris, dans chaque cas, leurs porte-greffes, la durée de protection ne peut être inférieure à dix-huit années, à compter de cette date.

Article 9

Limitation de l'exercice des droits protégés

1) Le libre exercice du droit exclusif accordé à l'obtenteur ne peut être limité que pour des raisons d'intérêt public.

2) Lorsque cette limitation intervient en vue d'assurer la diffusion de la variété, l'Etat de l'Union intéressé doit prendre toutes mesures nécessaires pour que l'obtenteur reçoive une rémunération équitable.

Article 10

Nullité et déchéance des droits protégés

1) Le droit de l'obtenteur est déclaré nul, en conformité des dispositions de la législation nationale de chaque Etat de l'Union, s'il est avéré que les conditions fixées à l'article 6.1)a) et b) n'étaient pas effectivement remplies lors de la délivrance du titre de protection.

2) Est déchu de son droit l'obtenteur qui n'est pas en mesure de présenter à l'autorité compétente le matériel de reproduction ou de multiplication permettant d'obtenir la variété avec ses caractères tels qu'ils ont été définis au moment où la protection a été accordée.

3) Peut être déchu de son droit l'obtenteur:

a) qui ne présente pas à l'autorité compétente, dans un délai prescrit et après mise en demeure, le matériel de reproduction ou de multiplication, les documents et renseignements jugés nécessaires au contrôle de la variété, ou ne permet pas l'inspection des mesures prises en vue de la conservation de la variété;

b) qui n'a pas acquitté dans les délais prescrits les taxes dues, le cas échéant, pour le maintien en vigueur de ses droits.

4) Le droit de l'obtenteur ne peut être annulé et l'obtenteur ne peut être déchu de son droit pour d'autres motifs que ceux mentionnés au présent article.

Article 11

Libre choix de l'Etat de l'Union dans lequel la première demande est déposée; demandes dans d'autres Etats de l'Union; indépendance de la protection dans différents Etats de l'Union

1) L'obtenteur a la faculté de choisir l'Etat de l'Union dans lequel il désire déposer sa première demande de protection.

2) L'obtenteur peut demander à d'autres Etats de l'Union la protection de son droit sans attendre qu'un titre de protection lui ait été délivré par l'Etat de l'Union dans lequel la première demande a été déposée.

3) La protection demandée dans différents Etats de l'Union par des personnes physiques ou morales admises au bénéfice de la présente Convention est indépendante de la protection obtenue pour la même variété dans les autres Etats appartenant ou non à l'Union.

Article 12

Droit de priorité

1) L'obtenteur qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de protection dans l'un des Etats de l'Union jouit, pour effectuer le dépôt dans les autres Etats de l'Union, d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois. Ce délai est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai.

2) Pour bénéficier des dispositions du paragraphe 1), le nouveau dépôt doit comporter une requête

en protection, la revendication de la priorité de la première demande et, dans un délai de trois mois, une copie des documents qui constituent cette demande, certifiée conforme par l'administration qui l'aura reçue.

3) L'obtenteur bénéficie d'un délai de quatre ans après l'expiration du délai de priorité pour fournir à l'Etat de l'Union, auprès duquel il a déposé une requête en protection dans les conditions prévues au paragraphe 2), les documents complémentaires et le matériel requis par les lois et règlements de cet Etat. Toutefois, cet Etat peut exiger la fourniture dans un délai approprié des documents complémentaires et du matériel si la demande dont la priorité est revendiquée a été rejetée ou retirée.

4) Ne sont pas opposables au dépôt effectué dans les conditions ci-dessus les faits survenus dans le délai fixé au paragraphe 1), tels qu'un autre dépôt, la publication de l'objet de la demande ou son exploitation. Ces faits ne peuvent faire naître aucun droit au profit de tiers ni aucune possession personnelle.

Article 13

Dénomination de la variété

1) La variété sera désignée par une dénomination destinée à être sa désignation générique. Chaque Etat de l'Union s'assure que, sous réserve du paragraphe 4), aucun droit relatif à la désignation enregistrée comme la dénomination de la variété n'entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété, même après l'expiration de la protection.

2) La dénomination doit permettre d'identifier la variété. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obtenteur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, dans l'un quelconque des Etats de l'Union, une variété préexistante de la même espèce botanique ou d'une espèce voisine.

3) La dénomination de la variété est déposée par l'obtenteur auprès du service prévu à l'article 30.1)b). S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe 2), ce service refuse de l'enregistrer et exige que l'obtenteur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée en même temps qu'est délivré

le titre de protection conformément aux dispositions de l'article 7.

4) Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 7), est obligée de l'utiliser, le service prévu à l'article 30.1)b) exige que l'obtenteur propose une autre dénomination pour la variété.

5) Une variété ne peut être déposée dans les Etats de l'Union que sous la même dénomination. Le service prévu à l'article 30.1)b) est tenu d'enregistrer la dénomination ainsi déposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination dans son Etat. Dans ce cas, il peut exiger que l'obtenteur propose une autre dénomination.

6) Le service prévu à l'article 30.1)b) doit assurer la communication aux autres services des informations relatives aux dénominations variétales, notamment du dépôt, de l'enregistrement et de la radiation de dénominations. Tout service prévu à l'article 30.1)b) peut transmettre ses observations éventuelles sur l'enregistrement d'une dénomination au service qui a communiqué cette dénomination.

7) Celui qui, dans un des Etats de l'Union, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété protégée dans cet Etat est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration de la protection de cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 4), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

8) Lorsqu'une variété est offerte à la vente ou commercialisée, il est permis d'associer une marque de fabrique ou de commerce, un nom commercial ou une indication similaire, à la dénomination variétale enregistrée. Si une telle indication est ainsi associée, la dénomination doit néanmoins être facilement reconnaissable.

Article 14

Protection indépendante des mesures réglementant la production, le contrôle et la commercialisation

1) Le droit reconnu à l'obtenteur selon les dispositions de la présente Convention est indépendant des mesures adoptées dans chaque Etat de l'Union en vue d'y réglementer la production, le contrôle et la commercialisation des semences et plants.

2) Toutefois, ces dernières mesures devront éviter, autant que possible, de faire obstacle à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 15

Organes de l'Union

Les organes permanents de l'Union sont:

- a) le Conseil;
- b) le Secrétariat général, dénommé Bureau de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales.

Article 16

Composition du Conseil; nombre de voix

1) Le Conseil est composé des représentants des Etats de l'Union. Chaque Etat de l'Union nomme un représentant au Conseil et un suppléant.

2) Les représentants ou suppléants peuvent être accompagnés d'adjoints ou de conseillers.

3) Chaque Etat de l'Union dispose d'une voix au Conseil.

Article 17

Observateurs admis aux réunions du Conseil

1) Les Etats non membres de l'Union signataires du présent Acte sont invités à titre d'observateurs aux réunions du Conseil.

2) A ces réunions peuvent également être invités d'autres observateurs ou des experts.

Article 18

Président et vice-présidents du Conseil

1) Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un premier Vice-président. Il peut élire d'autres vice-présidents. Le premier Vice-président remplace de droit le Président en cas d'empêchement.

2) La durée du mandat du Président est de trois ans.

Article 19**Sessions du Conseil**

1) Le Conseil se réunit sur convocation de son Président.

2) Il tient une session ordinaire une fois par an. En outre, le Président peut réunir le Conseil à son initiative; il doit le réunir dans un délai de trois mois quand un tiers au moins des Etats de l'Union en a fait la demande.

Article 20**Règlement intérieur du Conseil;
règlement administratif et financier de l'Union**

Le Conseil établit son règlement intérieur et le règlement administratif et financier de l'Union.

Article 21**Missions du Conseil**

Les missions du Conseil sont les suivantes:

- a) étudier les mesures propres à assurer la sauvegarde et à favoriser le développement de l'Union;
- b) nommer le Secrétaire général et, s'il l'estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint; fixer les conditions de leur engagement;
- c) examiner le rapport annuel d'activité de l'Union et établir le programme des travaux futurs de celle-ci;
- d) donner au Secrétaire général, dont les attributions sont fixées à l'article 23, toutes directives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Union;
- e) examiner et approuver le budget de l'Union et fixer, conformément aux dispositions de l'article 26, la contribution de chaque Etat de l'Union;
- f) examiner et approuver les comptes présentés par le Secrétaire général;
- g) fixer, conformément aux dispositions de l'article 27, la date et le lieu des conférences prévues par ledit article et prendre les mesures nécessaires à leur préparation;
- h) d'une manière générale, prendre toutes décisions en vue du bon fonctionnement de l'Union.

Article 22**Majorités requises pour les décisions du Conseil**

Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des membres présents et votants; toutefois, toute décision du Conseil en vertu des articles 4.4), 20, 21.e), 26.5)b), 27.1), 28.3) ou 32.3) est prise à la majorité des trois quarts des membres présents et votants. L'abstention n'est pas considérée comme vote.

Article 23**Missions du Bureau de l'Union;
responsabilités du Secrétaire général;
nomination des fonctionnaires**

1) Le Bureau de l'Union exécute toutes les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il est dirigé par le Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil; il assure l'exécution des décisions du Conseil. Il soumet le budget à l'approbation du Conseil et en assure l'exécution. Il rend compte annuellement au Conseil de sa gestion et lui présente un rapport sur les activités et la situation financière de l'Union.

3) Sous réserve des dispositions de l'article 21.b), les conditions de nomination et d'emploi des membres du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau de l'Union sont fixées par le règlement administratif et financier prévu à l'article 20.

Article 24**Statut juridique**

- 1) L'Union a la personnalité juridique.
- 2) L'Union jouit, sur le territoire de chaque Etat de l'Union, conformément aux lois de cet Etat, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.
- 3) L'Union conclut un accord de siège avec la Confédération suisse.

Article 25**Vérification des comptes**

La vérification des comptes de l'Union est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement adminis-

tratif et financier visé à l'article 20, par un Etat de l'Union. Cet Etat est, avec son consentement, désigné par le Conseil.

Article 26

Finances

1) Les dépenses de l'Union sont couvertes:

- par les contributions annuelles des Etats de l'Union;
- par la rémunération de prestations de services;
- par des recettes diverses.

2)a) La part de chaque Etat de l'Union dans le montant total des contributions annuelles est déterminée par référence au montant total des dépenses à couvrir à l'aide des contributions des Etats de l'Union et au nombre d'unités de contribution qui lui est applicable aux termes du paragraphe 3). Ladite part est calculée conformément au paragraphe 4).

b) Le nombre des unités de contribution est exprimé en nombres entiers ou en fractions d'unité pourvu que ce nombre ne soit pas inférieur à un cinquième.

3)a) En ce qui concerne tout Etat faisant partie de l'Union à la date à laquelle le présent Acte entre en vigueur à l'égard de cet Etat, le nombre des unités de contribution qui lui est applicable est le même que celui qui lui était applicable, immédiatement avant ladite date, aux termes de la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972.

b) En ce qui concerne tout autre Etat, il indique au moment de son accession à l'Union, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, le nombre d'unités de contribution qui lui est applicable.

c) Tout Etat de l'Union peut, à tout moment, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, un nombre d'unités de contribution différent de celui qui lui est applicable en vertu des alinéas a) ou b) ci-dessus. Si elle est faite pendant les six premiers mois d'une année civile cette déclaration prend effet au début de l'année civile suivante; dans le cas contraire, elle prend effet au début de la deuxième année civile qui suit l'année au cours de laquelle elle est faite.

4)a) Pour chaque exercice budgétaire, le montant d'une unité de contribution est égal au montant total des dépenses à couvrir pendant cet exercice à l'aide des contributions des Etats de l'Union divisé par le nombre total d'unités applicable à ces Etats.

b) Le montant de la contribution de chaque Etat de l'Union est égal au montant d'une unité de

contribution multiplié par le nombre d'unités applicable à cet Etat.

5)a) Un Etat de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut — sous réserve des dispositions du paragraphe b) — exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux dernières années complètes écoulées. La suspension du droit de vote ne libère pas cet Etat de ses obligations et ne le prive pas des autres droits découlant de la présente Convention.

b) Le Conseil peut autoriser ledit Etat à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps qu'il estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

Article 27 **Revision de la Convention**

1) La présente Convention peut être revisée par une conférence des Etats de l'Union. La convocation d'une telle conférence est décidée par le Conseil.

2) La conférence ne délibère valablement que si la moitié au moins des Etats de l'Union y sont représentés. Pour être adopté, le texte revisé de la Convention doit recueillir la majorité des cinq sixièmes des Etats de l'Union représentés à la conférence.

Article 28 **Langues utilisées par le Bureau et lors des réunions du Conseil**

1) Les langues française, allemande et anglaise sont utilisées par le Bureau de l'Union dans l'accomplissement de ses missions.

2) Les réunions du Conseil ainsi que les conférences de revision se tiennent en ces trois langues.

3) Le Conseil peut décider, en tant que de besoin, que d'autres langues seront utilisées.

Article 29 **Arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales**

Les Etats de l'Union se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection des obtentions végétales, pour autant

que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la présente Convention.

Article 30

Application de la Convention sur le plan national; accords particuliers pour l'utilisation en commun de services chargés de l'examen

1) Chaque Etat de l'Union prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment:

a) prévoit les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits prévus par la présente Convention;

b) établit un service spécial de la protection des obtentions végétales ou charge un service déjà existant de cette protection;

c) assure la communication au public des informations relatives à cette protection et au minimum la publication périodique de la liste des titres de protection délivrés.

2) Des accords particuliers peuvent être conclus entre les services compétents des Etats de l'Union en vue de l'utilisation en commun de services chargés de procéder à l'examen des variétés, prévu à l'article 7, et au rassemblement des collections et documents de référence nécessaires.

3) Il est entendu qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat doit être en mesure, conformément à sa législation interne, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 31

Signature

Le présent Acte est ouvert à la signature de tout Etat de l'Union et de tout autre Etat qui a été représenté à la Conférence diplomatique qui a adopté le présent Acte. Il est ouvert à la signature jusqu'au 31 octobre 1979.

Article 32

Ratification, acceptation ou approbation; adhésion

1) Tout Etat exprime son consentement à être lié par le présent Acte par le dépôt:

- a) d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il a signé le présent Acte, ou
- b) d'un instrument d'adhésion s'il n'a pas signé le présent Acte.

2) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.

3) Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union et qui n'a pas signé le présent Acte demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions du présent Acte. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé.

Article 33

Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux textes antérieurs

1) Le présent Acte entre en vigueur un mois après que les deux conditions suivantes auront été remplies:

a) le nombre des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés est de cinq au moins;

b) trois au moins desdits instruments sont déposés par des Etats parties à la Convention de 1961.

2) A l'égard de tout Etat qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après que les conditions prévues au paragraphe 1)a) et b) ont été remplies, le présent Acte entre en vigueur un mois après le dépôt de son instrument.

3) Après l'entrée en vigueur du présent Acte conformément au paragraphe 1), aucun Etat ne peut plus adhérer à la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972.

Article 34

Relations entre Etats liés par des textes différents

1) Tout Etat de l'Union qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, est lié par la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 continue d'appliquer, dans ses relations avec tout autre Etat de l'Union non lié par le présent Acte, ladite Convention modifiée par ledit Acte additionnel jusqu'à ce que le présent Acte entre également en vigueur à l'égard de cet autre Etat.

2) Tout Etat de l'Union non lié par le présent Acte (« le premier Etat ») peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec tout Etat lié par le présent Acte qui devient membre de l'Union en ratifiant, acceptant ou approuvant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci (« le second Etat »). Dès l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cette notification et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, le premier Etat applique la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec le second Etat, tandis que celui-ci applique le présent Acte dans ses relations avec le premier Etat.

Article 35

Communications concernant les genres et espèces protégés; renseignements à publier

1) Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Acte ou d'adhésion à celui-ci, chaque Etat qui n'est pas déjà membre de l'Union notifie au Secrétaire général la liste des genres et espèces auxquels il appliquera, au moment de l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard, les dispositions de la présente Convention.

2) Le Secrétaire général publie, sur la base de communications reçues de l'Etat de l'Union concerné, des renseignements sur :

a) toute extension de l'application des dispositions de la présente Convention à d'autres genres et espèces après l'entrée en vigueur du présent Acte à son égard;

b) toute utilisation de la faculté prévue à l'article 3.3);

c) l'utilisation de toute faculté accordée par le Conseil en vertu de l'article 4.4) ou 5);

d) toute utilisation de la faculté prévue à la première phrase de l'article 5.4), en précisant la nature des droits plus étendus et en spécifiant les genres et espèces auxquels ces droits s'appliquent;

e) toute utilisation de la faculté prévue à la deuxième phrase de l'article 5.4);

f) le fait que la loi de cet Etat contient une disposition permise en vertu de l'article 6.1)b)i) et la durée du délai accordé;

g) la durée du délai visé à l'article 8, si ce délai est supérieur aux quinze années, ou dix-huit, suivant le cas, prévues par ledit article.

Article 36**Territoires**

1) Tout Etat peut déclarer dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou peut informer le Secrétaire général par écrit à tout moment ultérieur, que le présent Acte est applicable à tout ou partie des territoires désignés dans la déclaration ou la notification.

2) Tout Etat qui a fait une telle déclaration ou effectué une telle notification peut, à tout moment, notifier au Secrétaire général que le présent Acte cesse d'être applicable à tout ou partie de ces territoires.

3)a) Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1) prend effet à la même date que la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion dans l'instrument de laquelle elle a été incluse, et toute notification effectuée en vertu de ce paragraphe prend effet trois mois après sa notification par le Secrétaire général.

b) Toute notification effectuée en vertu du paragraphe 2) prend effet douze mois après sa réception par le Secrétaire général.

Article 37**Dérogation pour la protection sous deux formes**

1) Nonobstant les dispositions de l'article 2.1), tout Etat qui, avant l'expiration du délai pendant lequel le présent Acte est ouvert à la signature, prévoit la protection sous les différentes formes mentionnées à l'article 2.1) pour un même genre ou une même espèce peut continuer à la prévoir si, lors de la signature du présent Acte ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Acte, ou d'adhésion à celui-ci, il notifie ce fait au Secrétaire général.

2) Si la protection est demandée, dans un Etat de l'Union auquel le paragraphe 1) s'applique, en vertu de la législation sur les brevets, ledit Etat peut, nonobstant les dispositions de l'article 6.1)a) et b) et de l'article 8, appliquer les critères de brevetabilité et la durée de protection de la législation sur les brevets aux variétés protégées selon cette législation.

3) Ledit Etat peut, à tout moment, notifier au Secrétaire général le retrait de sa notification faite conformément au paragraphe 1). Un tel retrait prend effet à la date indiquée par cet Etat dans sa notification de retrait.

Article 38**Limitation transitoire de l'exigence de nouveauté**

Nonobstant les dispositions de l'article 6, tout Etat de l'Union a la faculté, sans qu'il en résulte d'obligation pour les autres Etats de l'Union, de limiter l'exigence de nouveauté prévue à l'article susvisé, en ce qui concerne les variétés de création récente existant au moment où ledit Etat applique pour la première fois les dispositions de la présente Convention au genre ou à l'espèce auquel de telles variétés appartiennent.

Article 39**Maintien des droits acquis**

La présente Convention ne saurait porter atteinte aux droits acquis soit en vertu des législations nationales des Etats de l'Union, soit par suite d'accords intervenus entre ces Etats.

Article 40**Réserves**

Aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 41**Durée et dénonciation de la Convention**

1) La présente Convention est conclue sans limitation de durée.

2) Tout Etat de l'Union peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général. Le Secrétaire général notifie sans délai la réception de cette notification à tous les Etats de l'Union.

3) La dénonciation prend effet à l'expiration de l'année civile suivant l'année dans laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général.

4) La dénonciation ne saurait porter atteinte aux droits acquis, à l'égard d'une variété, dans le cadre de la présente Convention avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 42**Langues; fonctions du dépositaire**

1) Le présent Acte est signé en un exemplaire original en langues française, anglaise et allemande, le texte français faisant foi en cas de différences entre les textes. Ledit exemplaire est déposé auprès du Secrétaire général.

2) Le Secrétaire général transmet deux copies certifiées conformes du présent Acte aux Gouvernements des Etats représentés à la Conférence diplomatique qui l'a adopté et au Gouvernement de tout autre Etat qui en fait la demande.

3) Le Secrétaire général établit, après consultation des Gouvernements des Etats intéressés qui étaient représentés à ladite Conférence, des textes officiels dans les langues arabe, espagnole, italienne, japonaise et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil peut désigner.

4) Le Secrétaire général fait enregistrer le présent Acte auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Secrétaire général notifie aux Gouvernements des Etats de l'Union et des Etats qui, sans être membres de l'Union, étaient représentés à la Conférence qui a adopté le présent Acte, les signatures du présent Acte, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, toute notification reçue en vertu des articles 34.2), 36.1) ou 2), 37.1) ou 3) ou 41.2) et toute déclaration faite en vertu de l'article 36.1).

**International Convention
for the Protection
of New Varieties of Plants**

of December 2, 1961, as revised at Geneva
on November 10, 1972, and on October 23, 1978

International Convention for the Protection of New Varieties of Plants

**of December 2, 1961, as revised at Geneva
on November 10, 1972, and on October 23, 1978**

TABLE OF CONTENTS

Preamble	
Article 1:	Purpose of the Convention; Constitution of a Union; Seat of the Union
Article 2:	Forms of Protection
Article 3:	National Treatment; Reciprocity
Article 4:	Botanical Genera and Species Which Must or May be Protected
Article 5:	Rights Protected; Scope of Protection
Article 6:	Conditions Required for Protection
Article 7:	Official Examination of Varieties; Provisional Protection
Article 8:	Period of Protection
Article 9:	Restriction in the Exercise of Rights Protected
Article 10:	Nullity and Forfeiture of the Rights Protected
Article 11:	Free Choice of the Member State in Which the First Application is Filed; Application in Other Member States; Independence of Protection in Different Member States
Article 12:	Right of Priority
Article 13:	Variety Denomination
Article 14:	Protection Independent of Measures Regulating Production, Certification and Marketing
Article 15:	Organs of the Union
Article 16:	Composition of the Council; Votes
Article 17:	Observers in Meetings of the Council
Article 18:	President and Vice-Presidents of the Council
Article 19:	Sessions of the Council
Article 20:	Rules of Procedure of the Council; Administrative and Financial Regulations of the Union
Article 21:	Tasks of the Council
Article 22:	Majorities Required for Decisions of the Council
Article 23:	Tasks of the Office of the Union; Responsibilities of the Secretary-General; Appointment of Staff
Article 24:	Legal Status
Article 25:	Auditing of the Accounts
Article 26:	Finances
Article 27:	Revision of the Convention
Article 28:	Languages Used by the Office and in Meetings of the Council
Article 29:	Special Agreements for the Protection of New Varieties of Plants
Article 30:	Implementation of the Convention on the Domestic Level; Contracts on the Joint Utilisation of Examination Services
Article 31:	Signature
Article 32:	Ratification, Acceptance or Approval; Accession
Article 33:	Entry Into Force; Closing of Earlier Texts
Article 34:	Relations Between States Bound by Different Texts
Article 35:	Communications Concerning the Genera and Species Protected; Information to be Published
Article 36:	Territories
Article 37:	Exceptional Rules for Protection Under Two Forms
Article 38:	Transitional Limitation of the Requirement of Novelty
Article 39:	Preservation of Existing Rights
Article 40:	Reservations
Article 41:	Duration and Denunciation of the Convention
Article 42:	Languages; Depositary Functions

THE CONTRACTING PARTIES,

Considering that the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, amended by the Additional Act of November 10, 1972, has proved a valuable instrument for international cooperation in the field of the protection of the rights of the breeders,

Reaffirming the principles contained in the Preamble to the Convention to the effect that:

(a) they are convinced of the importance attaching to the protection of new varieties of plants not only for the development of agriculture in their territory but also for safeguarding the interests of breeders,

(b) they are conscious of the special problems arising from the recognition and protection of the rights of breeders and particularly of the limitations that the requirements of the public interest may impose on the free exercise of such a right,

(c) they deem it highly desirable that these problems, to which very many States rightly attach importance, should be resolved by each of them in accordance with uniform and clearly defined principles,

Considering that the idea of protecting the rights of breeders has gained general acceptance in many States which have not yet acceded to the Convention,

Considering that certain amendments in the Convention are necessary in order to facilitate the joining of the Union by these States,

Considering that some provisions concerning the administration of the Union created by the Convention require amendment in the light of experience,

Considering that these objectives may be best achieved by a new revision of the Convention,

Have agreed as follows:

Article 1

Purpose of the Convention; Constitution of a Union; Seat of the Union

(1) The purpose of this Convention is to recognise and to ensure to the breeder of a new plant variety or to his successor in title (both hereinafter referred to as "the breeder") a right under the conditions herein-after defined.

(2) The States parties to this Convention (hereinafter referred to as "the member States of the Union") constitute a Union for the Protection of New Varieties of Plants.

(3) The seat of the Union and its permanent organs shall be at Geneva.

Article 2

Forms of Protection

(1) Each member State of the Union may recognise the right of the breeder provided for in this Convention by the grant either of a special title of protection or of a patent. Nevertheless, a member State of the Union whose national law admits of protection under both these forms may provide only one of them for one and the same botanical genus or species.

(2) Each member State of the Union may limit the application of this Convention within a genus or species to varieties with a particular manner of reproduction or multiplication, or a certain end-use.

Article 3

National Treatment; Reciprocity

(1) Without prejudice to the rights specially provided for in this Convention, natural and legal persons resident or having their registered office in one of the member States of the Union shall, in so far as the recognition and protection of the right of the breeder are concerned, enjoy in the other member States of the Union the same treatment as is accorded or may hereafter be accorded by the respective laws of such States to their own nationals, provided that such persons comply with the conditions and formalities imposed on such nationals.

(2) Nationals of member States of the Union not resident or having their registered office in one of those States shall likewise enjoy the same rights provided that they fulfil such obligations as may be imposed on them for the purpose of enabling the varieties which they have bred to be examined and the multiplication of such varieties to be checked.

(3) Notwithstanding the provisions of paragraphs (1) and (2), any member State of the Union applying this Convention to a given genus or species shall be entitled to limit the benefit of the protection to the nationals of those member States of the Union which apply this Convention to that genus or species and to natural and legal persons resident or having their registered office in any of those States.

Article 4

Botanical Genera and Species Which Must or May be Protected

(1) This Convention may be applied to all botanical genera and species.

(2) The member States of the Union undertake to adopt all measures necessary for the progressive application of the provisions of this Convention to the largest possible number of botanical genera and species.

(3) (a) Each member State of the Union shall, on the entry into force of this Convention in its territory, apply the provisions of this Convention to at least five genera or species.

(b) Subsequently, each member State of the Union shall apply the said provisions to additional genera or species within the following periods from the date of the entry into force of this Convention in its territory:

- (i) within three years, to at least ten genera or species in all;
- (ii) within six years, to at least eighteen genera or species in all;
- (iii) within eight years, to at least twenty-four genera or species in all.

(c) If a member State of the Union has limited the application of this Convention within a genus or species in accordance with the provisions of Article 2(2), that genus or species shall nevertheless, for the purposes of subparagraphs (a) and (b), be considered as one genus or species.

(4) At the request of any State intending to ratify, accept, approve or accede to this Convention, the Council may, in order to take account of special economic or ecological conditions prevailing in that State, decide, for the purpose of that State, to reduce the minimum numbers referred to in paragraph (3), or to extend the periods referred to in that paragraph, or to do both.

(5) At the request of any member State of the Union, the Council may, in order to take account of special difficulties encountered by that State in the fulfilment of the obligations under paragraph (3)(b), decide, for the purposes of that State, to extend the periods referred to in paragraph (3)(b).

Article 5

Rights Protected; Scope of Protection

(1) The effect of the right granted to the breeder is that his prior authorisation shall be required for

- the production for purposes of commercial marketing
- the offering for sale
- the marketing

of the reproductive or vegetative propagating material, as such, of the variety.

Vegetative propagating material shall be deemed to include whole plants. The right of the breeder shall extend to ornamental plants or parts thereof normally marketed for purposes other than propagation when they are used commercially as propagating material in the production of ornamental plants or cut flowers.

(2) The authorisation given by the breeder may be made subject to such conditions as he may specify.

(3) Authorisation by the breeder shall not be required either for the utilisation of the variety as an initial source of variation for the purpose of creating other varieties or for the marketing of such varieties. Such authorisation shall be required, however, when the repeated use of the variety is necessary for the commercial production of another variety.

(4) Any member State of the Union may, either under its own law or by means of special agreements under Article 29, grant to breeders, in respect of certain botanical genera or species, a more extensive right than that set out in paragraph (1), extending in particular to the marketed product. A member State of the Union which grants such a right may limit the benefit of it to the nationals of member States of the Union which grant an identical right and to natural and legal persons resident or having their registered office in any of those States.

Article 6

Conditions Required for Protection

(1) The breeder shall benefit from the protection provided for in this Convention when the following conditions are satisfied:

(a) Whatever may be the origin, artificial or natural, of the initial variation from which it has resulted, the variety must be clearly distinguishable by one or more important characteristics from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time when protection is applied for. Common knowledge may be established by reference to various factors such as: cultivation or marketing already in progress, entry in an official register of varieties already made or in the course of being made, inclusion in a reference collection, or precise description in a publication. The characteristics which permit a variety to be defined and distinguished must be capable of precise recognition and description.

(b) At the date on which the application for protection in a member State of the Union is filed, the variety

- (i) must not—or, where the law of that State so provides, must not for longer than one year—have been offered for sale or marketed, with the agreement of the breeder, in the territory of that State, and
- (ii) must not have been offered for sale or marketed, with the agreement of the breeder, in the territory of any other State for longer than six years in the case of vines, forest trees, fruit trees and ornamental trees, including, in each case, their rootstocks, or for longer than four years in the case of all other plants.

Trials of the variety not involving offering for sale or marketing shall not affect the right to protection. The fact that the variety has become a matter of common knowledge in ways other than through offering for sale or marketing shall also not affect the right of the breeder to protection.

(c) The variety must be sufficiently homogeneous, having regard to the particular features of its sexual reproduction or vegetative propagation.

(d) The variety must be stable in its essential characteristics, that is to say, it must remain true to its description after repeated reproduction or propagation or, where the breeder has defined a particular cycle of reproduction or multiplication, at the end of each cycle.

(e) The variety shall be given a denomination as provided in Article 13.

(2) Provided that the breeder shall have complied with the formalities provided for by the national law of the member State of the Union in which the application for protection was filed, including the payment of fees, the grant of protection may not be made subject to conditions other than those set forth above.

Article 7

Official Examination of Varieties; Provisional Protection

(1) Protection shall be granted after examination of the variety in the light of the criteria defined in Article 6. Such examination shall be appropriate to each botanical genus or species.

(2) For the purposes of such examination, the competent authorities of each member State of the Union may require the breeder to furnish all the necessary information, documents, propagating material or seeds.

(3) Any member State of the Union may provide measures to protect the breeder against abusive acts of third parties committed during the period between the filing of the application for protection and the decision thereon.

Article 8

Period of Protection

The right conferred on the breeder shall be granted for a limited period. This period may not be less than fifteen years, computed from the date of issue of the title of protection. For vines, forest trees, fruit trees and ornamental trees, including, in each case, their rootstocks, the period of protection may not be less than eighteen years, computed from the said date.

Article 9

Restrictions in the Exercise of Rights Protected

(1) The free exercise of the exclusive right accorded to the breeder may not be restricted otherwise than for reasons of public interest.

(2) When any such restriction is made in order to ensure the widespread distribution of the variety, the member State of the Union concerned shall take all measures necessary to ensure that the breeder receives equitable remuneration.

Article 10

Nullity and Forfeiture of the Rights Protected

(1) The right of the breeder shall be declared null and void, in accordance with the provisions of the national law of each member State of the Union, if it is established that the conditions laid down in Article 6 (1) (a) and (b) were not effectively complied with at the time when the title of protection was issued.

(2) The right of the breeder shall become forfeit when he is no longer in a position to provide the competent authority with reproductive or propagating material capable of producing the variety with its characteristics as defined when the protection was granted.

(3) The right of the breeder may become forfeit if:
(a) after being requested to do so and within a prescribed period, he does not provide the competent

authority with the reproductive or propagating material, the documents and the information deemed necessary for checking the variety, or he does not allow inspection of the measures which have been taken for the maintenance of the variety; or

(b) he has failed to pay within the prescribed period such fees as may be payable to keep his rights in force.

(4) The right of the breeder may not be annulled or become forfeit except on the grounds set out in this Article.

Article 11

Free Choice of the Member State in Which the First Application is Filed; Application in Other Member States; Independence of Protection in Different Member States

(1) The breeder may choose the member State of the Union in which he wishes to file his first application for protection.

(2) The breeder may apply to other member States of the Union for protection of his right without waiting for the issue to him of a title of protection by the member State of the Union in which he filed his first application.

(3) The protection applied for in different member States of the Union by natural or legal persons entitled to benefit under this Convention shall be independent of the protection obtained for the same variety in other States whether or not such States are members of the Union.

Article 12

Right of Priority

(1) Any breeder who has duly filed an application for protection in one of the member States of the Union shall, for the purpose of filing in the other member States of the Union, enjoy a right of priority for a period of twelve months. This period shall be computed from the date of filing of the first application. The day of filing shall not be included in such period.

(2) To benefit from the provisions of paragraph (1), the further filing must include an application for protection, a claim in respect of the priority of the first application and, within a period of three months, a copy of the documents which constitute that application, certified to be a true copy by the authority which received it.

(3) The breeder shall be allowed a period of four years after the expiration of the period of priority in which to furnish, to the member State of the Union

with which he has filed an application for protection in accordance with the terms of paragraph (2), the additional documents and material required by the laws and regulations of that State. Nevertheless, that State may require the additional documents and material to be furnished within an adequate period in the case where the application whose priority is claimed is rejected or withdrawn.

(4) Such matters as the filing of another application or the publication or use of the subject of the application, occurring within the period provided for in paragraph (1), shall not constitute grounds for objection to an application filed in accordance with the foregoing conditions. Such matters may not give rise to any right in favour of a third party or to any right of personal possession.

Article 13

Variety Denomination

(1) The variety shall be designated by a denomination destined to be its generic designation. Each member State of the Union shall ensure that subject to paragraph (4) no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the protection.

(2) The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in any member State of the Union, an existing variety of the same botanical species or of a closely related species.

(3) The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the authority referred to in Article 30(1)(b). If it is found that such denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2), that authority shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered at the same time as the title of protection is issued in accordance with the provisions of Article 7.

(4) Prior rights of third parties shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of paragraph (7), is obliged to use it, the authority referred to

in Article 30(1)(b) shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

(5) A variety must be submitted in member States of the Union under the same denomination. The authority referred to in Article 30 (1)(b) shall register the denomination so submitted, unless it considers that denomination unsuitable in its State. In the latter case, it may require the breeder to submit another denomination.

(6) The authority referred to in Article 30 (1) (b) shall ensure that all the other such authorities are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any authority referred to in Article 30(1)(b) may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the authority which communicated that denomination.

(7) Any person who, in a member State of the Union, offers for sale or markets reproductive or vegetative propagating material of a variety protected in that State shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the protection of that variety, in so far as, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights do not prevent such use.

(8) When the variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a trade mark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

Article 14

Protection Independent of Measures Regulating Production, Certification and Marketing

(1) The right accorded to the breeder in pursuance of the provisions of this Convention shall be independent of the measures taken by each member State of the Union to regulate the production, certification and marketing of seeds and propagating material.

(2) However, such measures shall, as far as possible, avoid hindering the application of the provisions of this Convention.

Article 15

Organs of the Union

The permanent organs of the Union shall be:
(a) the Council;

(b) the Secretariat General, entitled the Office of the International Union for the Protection of New Varieties of Plants.

Article 16

Composition of the Council; Votes

(1) The Council shall consist of the representatives of the member States of the Union. Each member State of the Union shall appoint one representative to the Council and one alternate.

(2) Representatives or alternates may be accompanied by assistants or advisers.

(3) Each member State of the Union shall have one vote in the Council.

Article 17

Observers in Meetings of the Council

(1) States not members of the Union which have signed this Act shall be invited as observers to meetings of the Council.

(2) Other observers or experts may also be invited to such meetings.

Article 18

President and Vice-Presidents of the Council

(1) The Council shall elect a President and a first Vice-President from among its members. It may elect other Vice-Presidents. The first Vice-President shall take the place of the President if the latter is unable to officiate.

(2) The President shall hold office for three years.

Article 19

Sessions of the Council

(1) The Council shall meet upon convocation by its President.

(2) An ordinary session of the Council shall be held annually. In addition, the President may convene the Council at his discretion; he shall convene it, within a period of three months, if one-third of the member States of the Union so request.

Article 20

Rules of Procedure of the Council; Administrative and Financial Regulations of the Union

The Council shall establish its rules of procedure and the administrative and financial regulations of the Union.

Article 21

Tasks of the Council

The tasks of the Council shall be to:

- (a) study appropriate measures to safeguard the interests and to encourage the development of the Union;
- (b) appoint the Secretary-General and, if it finds it necessary, a Vice Secretary-General and determine the terms of appointment of each;
- (c) examine the annual report on the activities of the Union and lay down the programme for its future work;
- (d) give to the Secretary-General, whose functions are set out in Article 23, all necessary directions for the accomplishment of the tasks of the Union;
- (e) examine and approve the budget of the Union and fix the contribution of each member State of the Union in accordance with the provisions of Article 26;
- (f) examine and approve the accounts presented by the Secretary-General;
- (g) fix, in accordance with the provisions of Article 27, the date and place of the conferences referred to in that Article and take the measures necessary for their preparation; and
- (h) in general, take all necessary decisions to ensure the efficient functioning of the Union.

Article 22

Majorities Required for Decisions of the Council

Any decision of the Council shall require a simple majority of the votes of the members present and voting, provided that any decision of the Council under Articles 4(4), 20, 21(e), 26(5)(b), 27(1), 28(3) or 32(3) shall require three-fourths of the votes of the members present and voting. Abstentions shall not be considered as votes.

Article 23**Tasks of the Office of the Union;
Responsibilities of the Secretary-General;
Appointment of Staff**

(1) The Office of the Union shall carry out all the duties and tasks entrusted to it by the Council. It shall be under the direction of the Secretary-General.

(2) The Secretary-General shall be responsible to the Council; he shall be responsible for carrying out the decisions of the Council. He shall submit the budget for the approval of the Council and shall be responsible for its implementation. He shall make an annual report to the Council on his administration and a report on the activities and financial position of the Union.

(3) Subject to the provisions of Article 21(b), the conditions of appointment and employment of the staff necessary for the efficient performance of the tasks of the Office of the Union shall be fixed in the administrative and financial regulations referred to in Article 20.

Article 24**Legal Status**

(1) The Union shall have legal personality.

(2) The Union shall enjoy on the territory of each member State of the Union, in conformity with the laws of that State, such legal capacity as may be necessary for the fulfilment of the objectives of the Union and for the exercise of its functions.

(3) The Union shall conclude a headquarters agreement with the Swiss Confederation.

Article 25**Auditing of the Accounts**

The auditing of the accounts of the Union shall be effected by a member State of the Union as provided in the administrative and financial regulations referred to in Article 20. Such State shall be designated, with its agreement, by the Council.

Article 26**Finances**

(1) The expenses of the Union shall be met from:
— the annual contributions of the member States
of the Union;

- payments received for services rendered;
- miscellaneous receipts.

(2)(a) The share of each member State of the Union in the total amount of the annual contributions shall be determined by reference to the total expenditure to be met from the contributions of the member States of the Union and to the number of contribution units applicable to it under paragraph (3). The said share shall be computed according to paragraph (4).

(b) The number of contribution units shall be expressed in whole numbers or fractions thereof, provided that such number shall not be less than one-fifth.

(3)(a) As far as any State is concerned which is a member State of the Union on the date on which this Act enters into force with respect to that State, the number of contribution units applicable to it shall be the same as was applicable to it, immediately before the said date, according to the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972.

(b) As far as any other State is concerned, that State shall, on joining the Union, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, the number of contribution units applicable to it.

(c) Any member State of the Union may, at any time, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, a number of contribution units different from the number applicable to it under subparagraph (a) or (b). Such declaration, if made during the first six months of a calendar year, shall take effect from the beginning of the subsequent calendar year; otherwise it shall take effect from the beginning of the second calendar year which follows the year in which the declaration was made.

(4)(a) For each budgetary period, the amount corresponding to one contribution unit shall be obtained by dividing the total amount of the expenditure to be met in that period from the contributions of the member States of the Union by the total number of units applicable to those States.

(b) The amount of the contribution of each member State of the Union shall be obtained by multiplying the amount corresponding to one contribution unit by the number of contribution units applicable to that State.

(5)(a) A member State of the Union which is in arrears in the payment of its contributions may not, subject to paragraph (b), exercise its right to vote in the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two full years. The suspension of the right to vote does not relieve such State of its obligations under this Convention and does not deprive it of any other rights thereunder.

(b) The Council may allow the said State to continue to exercise its right to vote if, and as long as, the Council is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

Article 27

Revision of the Convention

(1) This Convention may be revised by a conference of the member States of the Union. The convocation of such conference shall be decided by the Council.

(2) The proceedings of a conference shall be effective only if at least half of the member States of the Union are represented at it. A majority of five-sixths of the member States of the Union represented at the conference shall be required for the adoption of a revised text of the Convention.

Article 28

Languages Used by the Office and in Meetings of the Council

(1) The English, French and German languages shall be used by the Office of the Union in carrying out its duties.

(2) Meetings of the Council and of revision conferences shall be held in the three languages.

(3) If the need arises, the Council may decide that further languages shall be used.

Article 29

Special Agreements for the Protection of New Varieties of Plants

Member States of the Union reserve the right to conclude among themselves special agreements for the protection of new varieties of plants, in so far as such agreements do not contravene the provisions of this Convention.

Article 30

Implementation of the Convention on the Domestic Level; Contracts on the Joint Utilisation of Examination Services

(1) Each member State of the Union shall adopt all measures necessary for the application of this Convention; in particular, it shall:

(a) provide for appropriate legal remedies for the effective defence of the rights provided for in this Convention;

(b) set up a special authority for the protection of new varieties of plants or entrust such protection to an existing authority;

(c) ensure that the public is informed of matters concerning such protection, including as a minimum the periodical publication of the list of titles of protection issued.

(2) Contracts may be concluded between the competent authorities of the member States of the Union, with a view to the joint utilisation of the services of the authorities entrusted with the examination of varieties in accordance with the provisions of Article 7 and with assembling the necessary reference collections and documents.

(3) It shall be understood that, on depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, each State must be in a position, under its own domestic law, to give effect to the provisions of this Convention.

Article 31

Signature

This Act shall be open for signature by any member State of the Union and any other State which was represented in the Diplomatic Conference adopting this Act. It shall remain open for signature until October 31, 1979.

Article 32

Ratification, Acceptance or Approval; Accession

(1) Any State shall express its consent to be bound by this Act by the deposit of:

(a) its instrument of ratification, acceptance or approval, if it has signed this Act; or

(b) its instrument of accession, if it has not signed this Act.

(2) Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Secretary-General.

(3) Any State which is not a member of the Union and which has not signed this Act shall, before depositing its instrument of accession, ask the Council to advise it in respect of the conformity of its laws with the provisions of this Act. If the decision embodying the advice is positive, the instrument of accession may be deposited.

Article 33

Entry Into Force; Closing of Earlier Texts

(1) This Act shall enter into force one month after the following two conditions are fulfilled:

(a) the number of instruments of ratification, acceptance, approval or accession deposited is not less than five; and

(b) at least three of the said instruments are instruments deposited by States parties to the Convention of 1961.

(2) With respect to any State which deposits its instrument of ratification, acceptance, approval or accession after the conditions referred to in paragraph (1)(a) and (b) have been fulfilled, this Act shall enter into force one month after the deposit of the instrument of the said State.

(3) Once this Act enters into force according to paragraph (1), no State may accede to the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972.

Article 34

Relations Between States Bound by Different Texts

(1) Any member State of the Union which, on the day on which this Act enters into force with respect to that State, is bound by the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 shall, in its relations with any other member State of the Union which is not bound by this Act, continue to apply, until the present Act enters into force also with respect to that other State, the said Convention as amended by the said Additional Act.

(2) Any member State of the Union not bound by this Act ("the former State") may declare, in a notification addressed to the Secretary-General, that it will apply the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 in its relations with any State bound by this Act which becomes a member of the Union through ratification, acceptance or approval of or accession to this Act ("the latter State"). As from the beginning of one month after the date of any such notification and until the entry into force of this Act with respect to the former State, the former State shall apply the Convention of 1961 as amended by the Additional Act of 1972 in its relations with any such latter State, whereas any such latter State shall apply this Act in its relations with the former State.

Article 35

Communications Concerning the Genera and Species Protected; Information to be Published

(1) When depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Act, each State which is not a member of the Union shall notify the Secretary-General of the list of genera and species to which, on the entry into force of this Act with respect to that State, it will apply the provisions of this Convention.

(2) The Secretary-General shall, on the basis of communications received from each member State of the Union concerned, publish information on:

(a) the extension of the application of the provisions of this Convention to additional genera and species after the entry into force of this Act with respect to that State;

(b) any use of the faculty provided for in Article 3(3);

(c) the use of any faculty granted by the Council pursuant to Article 4(4) or (5);

(d) any use of the faculty provided for in Article 5(4), first sentence, with an indication of the nature of the more extensive rights and with a specification of the genera and species to which such rights apply;

(e) any use of the faculty provided for in Article 5(4), second sentence;

(f) the fact that the law of the said State contains a provision as permitted under Article 6(1)(b)(i), and the length of the period permitted;

(g) the length of the period referred to in Article 8 if such period is longer than the fifteen years and the eighteen years, respectively, referred to in that Article.

Article 36

Territories

(1) Any State may declare in its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, or may inform the Secretary-General by written notification any time thereafter, that this Act shall be applicable to all or part of the territories designated in the declaration or notification.

(2) Any State which has made such a declaration or given such a notification may, at any time, notify the Secretary-General that this Act shall cease to be applicable to all or part of such territories.

(3) (a) Any declaration made under paragraph (1) shall take effect on the same date as the ratification, acceptance, approval, or accession in the instrument of which it was included, and any notification given

under that paragraph shall take effect three months after its notification by the Secretary-General.

(b) Any notification given under paragraph (2) shall take effect twelve months after its receipt by the Secretary-General.

Article 37

Exceptional Rules for Protection Under Two Forms

(1) Notwithstanding the provisions of Article 2(1), any State which, prior to the end of the period during which this Act is open for signature, provides for protection under the different forms referred to in Article 2(1) for one and the same genus or species, may continue to do so if, at the time of signing this Act or of depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Act, it notifies the Secretary-General of that fact.

(2) Where, in a member State of the Union to which paragraph (1) applies, protection is sought under patent legislation, the said State may apply the patentability criteria and the period of protection of the patent legislation to the varieties protected thereunder, notwithstanding the provisions of Articles 6(1)(a) and (b) and 8.

(3) The said State may, at any time, notify the Secretary-General of the withdrawal of the notification it has given under paragraph (1). Such withdrawal shall take effect on the date which the State shall indicate in its notification of withdrawal.

Article 38

Transitional Limitation of the Requirement of Novelty

Notwithstanding the provisions of Article 6, any member State of the Union may, without thereby creating an obligation for other member States of the Union, limit the requirement of novelty laid down in that Article, with regard to varieties of recent creation existing at the date on which such State applies the provisions of this Convention for the first time to the genus or species to which such varieties belong.

Article 39**Preservation of Existing Rights**

This Convention shall not affect existing rights under the national laws of member States of the Union or under agreements concluded between such States.

Article 40**Reservations**

No reservations to this Convention are permitted.

Article 41**Duration and Denunciation of the Convention**

- (1) This Convention is of unlimited duration.
- (2) Any member State of the Union may denounce this Convention by notification addressed to the Secretary-General. The Secretary-General shall promptly notify all member States of the Union of the receipt of that notification.
- (3) The denunciation shall take effect at the end of the calendar year following the year in which the notification was received by the Secretary-General.
- (4) The denunciation shall not affect any rights acquired in a variety by reason of this Convention prior to the date on which the denunciation becomes effective.

Article 42**Languages; Depositary Functions**

(1) This Act shall be signed in a single original in the French, English and German languages, the French text prevailing in case of any discrepancy among the various texts. The original shall be deposited with the Secretary-General.

(2) The Secretary-General shall transmit two certified copies of this Act to the Governments of all States which were represented in the Diplomatic Conference that adopted it and, on request, to the Government of any other State.

(3) The Secretary-General shall, after consultation with the Governments of the interested States which were represented in the said Conference, establish official texts in the Arabic, Dutch, Italian, Japanese

and Spanish languages and such other languages as the Council may designate.

(4) The Secretary-General shall register this Act with the Secretariat of the United Nations.

(5) The Secretary-General shall notify the Governments of the member States of the Union and of the States which, without being members of the Union, were represented in the Diplomatic Conference that adopted it of the signatures of this Act, the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval and accession, any notification received under Articles 34(2), 36(1) and (2), 37(1) and (3) or 41(2) and any declaration made under Article 36(1).

**Internationales Übereinkommen
zum Schutz
von Pflanzenzüchtungen**

vom 2. Dezember 1961, revidiert in Genf
am 10. November 1972 und am 23. Oktober 1978

Internationales Übereinkommen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen

vom 2. Dezember 1961, revidiert in Genf am 10. November 1972 und am 23. Oktober 1978

INHALTSVERZEICHNIS

Präambel

- Artikel 1: Zweck des Übereinkommens: Bildung eines Verbands: Sitz des Verbands
- Artikel 2: Schutzrechtsformen
- Artikel 3: Inländerbehandlung: Gegenseitigkeit
- Artikel 4: Botanische Gattungen und Arten, die geschützt werden müssen oder können
- Artikel 5: Inhalt des Schutzrechts: Schutzmfang
- Artikel 6: Schutzvoraussetzungen
- Artikel 7: Amtliche Prüfung von Sorten: vorläufiger Schutz
- Artikel 8: Schutzdauer
- Artikel 9: Beschränkungen in der Ausübung des Züchterrechts
- Artikel 10: Nichtigkeit und Aufhebung des Züchterrechts
- Artikel 11: Freie Wahl des Verbandsstaats, in dem die erste Anmeldung eingereicht wird: Anmeldungen in anderen Verbandsstaaten: Unabhängigkeit des Schutzes in verschiedenen Verbandsstaaten
- Artikel 12: Priorität
- Artikel 13: Sortenbezeichnung
- Artikel 14: Unabhängigkeit des Schutzes von Maßnahmen zur Regelung der Erzeugung, der Überwachung und des gewerbsmäßigen Vertriebs
- Artikel 15: Organe des Verbands
- Artikel 16: Zusammensetzung des Rates: Abstimmungen
- Artikel 17: Beobachter in Sitzungen des Rates
- Artikel 18: Präsident und Vizepräsidenten des Rates
- Artikel 19: Tagungen des Rates
- Artikel 20: Geschäftsordnung des Rates: Verwaltungs- und Finanzordnung des Verbands
- Artikel 21: Aufgaben des Rates
- Artikel 22: Erforderliche Mehrheiten für die Beschlüsse des Rates
- Artikel 23: Aufgaben des Verbandsbüros: Verantwortung des Generalsekretärs: Ernennung der Bediensteten
- Artikel 24: Rechts- und Geschäftsfähigkeit
- Artikel 25: Rechnungsprüfung
- Artikel 26: Finanzen
- Artikel 27: Revision des Übereinkommens
- Artikel 28: Vom Büro und in Sitzungen des Rates benutzte Sprachen
- Artikel 29: Besondere Abmachungen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen
- Artikel 30: Anwendung des Übereinkommens im innerstaatlichen Bereich: Vereinbarungen über die gemeinsame Inanspruchnahme von Prüfungsstellen
- Artikel 31: Unterzeichnung
- Artikel 32: Ratifikation, Annahme oder Genehmigung; Beitritt
- Artikel 33: Inkrafttreten; Unmöglichkeit, früheren Fassungen beizutreten
- Artikel 34: Beziehungen zwischen Staaten, die durch unterschiedliche Fassungen gebunden sind
- Artikel 35: Mitteilungen über die schutzfähigen Gattungen und Arten: zu veröffentlichte Informationen
- Artikel 36: Hoheitsgebiete
- Artikel 37: Ausnahmeregelung für den Schutz unter zwei Schutzrechtsformen
- Artikel 38: Vorübergehende Einschränkung des Erfordernisses der Neuheit
- Artikel 39: Aufrechterhaltung wohlerworbbener Rechte
- Artikel 40: Vorbehalte
- Artikel 41: Dauer und Kündigung des Übereinkommens
- Artikel 42: Sprachen: Wahrnehmung der Verwahreraufgaben

DIE VERTRAGSSTAATEN,

In der Erwägung, daß das Internationale Übereinkommen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen vom 2. Dezember 1961 in der durch die Zusatzakte vom 10. November 1972 geänderten Fassung sich als wertvolles Instrument für die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Schutzes von Züchterrechten erwiesen hat,

Erneut die in der Präambel des Übereinkommens enthaltenen Grundsätze bekräftigend, wonach

- a) sie von der Bedeutung überzeugt sind, die dem Schutz neuer Pflanzensorten sowohl für die Entwicklung der Landwirtschaft in ihrem Hoheitsgebiet als auch für die Wahrung der Interessen der Züchter zukommt,
- b) sie sich der besonderen Probleme, die die Zuerkennung und der Schutz des Züchterrechts aufwerfen, und insbesondere der Beschränkungen, die die Erfordernisse des öffentlichen Interesses der freien Ausübung eines solchen Rechtes auferlegen können, bewußt sind,
- c) sie es für höchst wünschenswert halten, daß diese Probleme, denen sehr viele Staaten berechtigte Bedeutung beimessen, von jedem dieser Staaten nach einheitlichen und klar umrissenen Grundsätzen gelöst werden,

In der Erwägung, daß der Gedanke des Schutzes von Züchterrechten große Bedeutung in vielen Staaten gewonnen hat, die dem Übereinkommen noch nicht beigetreten sind,

In der Erwägung, daß bestimmte Änderungen in dem Übereinkommen erforderlich sind, um diesen Staaten den Beitritt zum Verband zu erleichtern,

In der Erwägung, daß einzelne Bestimmungen über die Verwaltung des durch das Übereinkommen geschaffenen Verbands im Licht der Erfahrungen änderungsbedürftig sind,

In der Erwägung, daß diese Ziele am besten durch die erneute Revision des Übereinkommens erreicht werden können,

Haben folgendes vereinbart:

Artikel 1

**Zweck des Übereinkommens; Bildung eines Verbands;
Sitz des Verbands**

(1) Zweck dieses Übereinkommens ist es, dem Züchter einer neuen Pflanzensorte oder seinem Rechtsnachfolger (beide im folgenden als «Züchter» bezeichnet) unter den nachstehend festgelegten Bedingungen ein Recht zuzuerkennen und zu sichern.

(2) Die Vertragsstaaten dieses Übereinkommens (im folgenden als «Verbandsstaaten» bezeichnet) bilden untereinander einen Verband zum Schutz von Pflanzenzüchtungen.

(3) Als Sitz des Verbands und seiner ständigen Organe wird Genf bestimmt.

Artikel 2

Schutzrechtsformen

(1) Jeder Verbandsstaat kann das in diesem Übereinkommen vorgesehene Züchterrecht durch die Gewährung eines besonderen Schutzrechts oder eines Patents zuerkennen. Jedoch darf ein Verbandsstaat, dessen innerstaatliches Recht den Schutz in diesen beiden Formen zuläßt, nur eine von ihnen für dieselbe botanische Gattung oder Art vorsehen.

(2) Jeder Verbandsstaat kann die Anwendung dieses Übereinkommens innerhalb einer Gattung oder Art auf Sorten mit einem bestimmten Vermehrungssystem oder einer bestimmten Endnutzung beschränken.

Artikel 3

Inländerbehandlung; Gegenseitigkeit

(1) Natürliche und juristische Personen, die ihren Wohnsitz oder Sitz in einem Verbandsstaat haben, genießen in den anderen Verbandsstaaten in bezug auf die Zuerkennung und den Schutz des Züchterrechts die Behandlung, die nach den Rechtsvorschriften dieser Staaten deren eigene Staatsangehörige gegenwärtig oder künftig genießen, und zwar unbeschadet der in diesem Übereinkommen besonders vorgesehenen Rechte und unter dem Vorbehalt, daß sie die Bedingungen und Förmlichkeiten erfüllen, die den eigenen Staatsangehörigen auferlegt werden.

(2) Angehörige der Verbandsstaaten, die weder ihren Wohnsitz noch ihren Sitz in einem dieser Staaten haben, genießen ebenfalls die gleichen Rechte, sofern sie den Verpflichtungen nachkommen, die ihnen gegebenenfalls auferlegt werden, um die Prüfung der von ihnen gezüchteten Sorten und die Überwachung ihrer Vermehrung zu ermöglichen.

(3) Abweichend von den Absätzen 1 und 2 kann jeder Verbandsstaat, der dieses Übereinkommen auf eine bestimmte Gattung oder Art anwendet, den Schutz auf Angehörige von Verbandsstaaten beschränken, die dieses Übereinkommen auf die gleiche Gattung oder Art anwenden, sowie auf natürliche und juristische Personen, die ihren Wohnsitz oder Sitz in einem dieser Staaten haben.

Artikel 4

Botanische Gattungen und Arten, die geschützt werden müssen oder können

(1) Dieses Übereinkommen ist auf alle botanischen Gattungen und Arten anwendbar.

(2) Die Verbandsstaaten verpflichten sich, alle Maßnahmen zu treffen, die notwendig sind, um dieses Übereinkommen allmählich auf eine möglichst große Anzahl von botanischen Gattungen und Arten anzuwenden.

(3a) Jeder Verbandsstaat wendet dieses Übereinkommen, sobald es für sein Hoheitsgebiet in Kraft tritt, auf mindestens fünf Gattungen oder Arten an.

b) Später wendet jeder Verbandsstaat dieses Übereinkommen innerhalb folgender Fristen nach dessen Inkrafttreten für sein Hoheitsgebiet auf weitere Gattungen oder Arten an, und zwar

- i) innerhalb von drei Jahren auf mindestens insgesamt zehn Gattungen oder Arten;
- ii) innerhalb von sechs Jahren auf mindestens insgesamt achtzehn Gattungen oder Arten;
- iii) innerhalb von acht Jahren auf mindestens insgesamt vierundzwanzig Gattungen oder Arten.

c) Beschränkt ein Verbandsstaat innerhalb einer Gattung oder Art die Anwendung dieses Übereinkommens gemäß Artikel 2 Absatz 2, so wird eine solche Gattung oder Art gleichwohl für die Zwecke der Buchstaben a und b als eine Gattung oder Art angesehen.

(4) Auf Antrag eines Staates, der beabsichtigt, dieses Übereinkommen zu ratifizieren, anzunehmen, zu genehmigen oder ihm beizutreten, kann der Rat, um außergewöhnlichen wirtschaftlichen Verhältnissen oder Umweltbedingungen in diesem Staat Rechnung zu tragen, beschließen, daß für diesen Staat die in Absatz 3 aufgeführten Mindestzahlen herabgesetzt, die dort genannten Fristen verlängert oder beide Maßnahmen getroffen werden.

(5) Auf Antrag eines Verbandsstaats kann der Rat, um besonderen Schwierigkeiten Rechnung zu tragen, denen dieser Staat sich bei Erfüllung seiner Verpflichtungen nach Absatz 3 Buchstabe b gegenüberstellt, beschließen, daß die in Absatz 3 Buchstabe b genannten Fristen für diesen Staat verlängert werden.

Artikel 5

Inhalt des Schutzrechts; Schutzmfang

(1) Das dem Züchter gewährte Recht hat die Wirkung, daß seine vorherige Zustimmung erforderlich ist, um generatives oder vegetatives Vermehrungsmaterial der Sorte als solches

- zum Zweck des gewerbsmäßigen Absatzes zu erzeugen,
- feilzuhalten,
- gewerbsmäßig zu vertreiben.

Zu dem vegetativen Vermehrungsmaterial gehören auch ganze Pflanzen. Das Recht des Züchters erstreckt sich auf Zierpflanzen oder deren Teile, die üblicherweise nicht zu Vermehrungszielen gewerbsmäßig vertrieben werden, falls sie als Vermehrungsmaterial zur Erzeugung von Zierpflanzen oder Schnittblumen gewerbsmäßig verwendet werden.

(2) Der Züchter kann seine Zustimmung von Bedingungen abhängig machen, die er festlegt.

(3) Die Zustimmung des Züchters ist nicht erforderlich, wenn die Sorte als Ausgangsmaterial für die Schaffung weiterer Sorten verwendet wird und diese gewerbsmäßig vertrieben werden. Dagegen ist die Zustimmung erforderlich, wenn die Sorte für die gewerbsmäßige Erzeugung einer anderen Sorte fortlaufend verwendet werden muß.

(4) Jeder Verbandsstaat kann in seinem innerstaatlichen Recht oder in besonderen Abmachungen im Sinne des Artikels 29 den Züchtern für bestimmte botanische Gattungen oder Arten ein Recht gewähren, das über das in Absatz 1 bezeichnete hinausgeht und sich insbesondere bis auf das gewerbsmäßig vertriebene Erzeugnis erstrecken kann. Ein Verbandsstaat, der ein solches Recht gewährt, kann dieses auf Angehörige der Verbandsstaaten, die ein gleiches Recht gewähren, sowie auf natürliche und juristische Personen beschränken, die ihren Wohnsitz oder Sitz in einem dieser Staaten haben.

Artikel 6

Schutzvoraussetzungen

(1) Der Züchter genießt den in diesem Übereinkommen vorgesehenen Schutz, wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind:

a) Die Sorte muß sich ohne Rücksicht darauf, ob das Ausgangsmaterial, aus dem sie entstanden ist, künstlichen oder natürlichen Ursprungs ist, durch ein oder mehrere wichtige Merkmale von jeder anderen Sorte deutlich unterscheiden lassen, deren Vorhandensein im Zeitpunkt der Schutzrechtsanmeldung allgemein bekannt ist. Diese Offenkundigkeit kann auf Grund verschiedener Tatsachen festgestellt werden, beispielsweise durch bereits laufenden Anbau oder gewerbsmäßigen Vertrieb, bereits erfolgte oder eingeleitete Eintragung in ein amtliches Sortenregister, Anbau in einer Vergleichssammlung oder genaue Beschreibung in einer Veröffentlichung. Die Merkmale, die es ermöglichen, eine Sorte zu bestimmen und zu unterscheiden, müssen genau erkannt und beschrieben werden können.

b) Am Tag der Einreichung der Schutzrechtsanmeldung in einem Verbandsstaat darf die Sorte

i) im Hoheitsgebiet dieses Staates noch nicht — oder, wo das Recht dieses Staates dies vorsieht, nicht seit mehr als einem Jahr — mit Zustimmung des Züchters feilgehalten oder gewerbsmäßig vertrieben worden sein sowie

ii) im Hoheitsgebiet eines anderen Staates mit Zustimmung des Züchters im Fall von Reben, Wald-, Obst- und Zierbäumen jeweils einschließlich ihrer Unterlagen noch nicht seit mehr als sechs Jahren oder im Fall von anderen Pflanzen noch nicht seit mehr als vier Jahren feilgehalten oder gewerbsmäßig vertrieben worden sein.

Mit der Sorte vorgenommene Versuche, die kein Feilhalten und keinen gewerbsmäßigen Vertrieb beinhalten, beeinträchtigen nicht das Recht auf Schutz. Ebensowenig wird das Recht des Züchters auf Schutz durch die Tatsache beeinträchtigt, daß die Sorte auf andere Weise als durch Feilhalten oder gewerbsmäßigen Vertrieb allgemein bekannt geworden ist.

c) Die Sorte muß hinreichend homogen sein; dabei ist den Besonderheiten ihrer generativen oder vegetativen Vermehrung Rechnung zu tragen.

d) Die Sorte muß in ihren wesentlichen Merkmalen beständig sein, d. h. nach ihren aufeinanderfolgenden Vermehrungen oder, wenn der Züchter einen besonderen Vermehrungszyklus festge-

legt hat, am Ende eines jeden Zyklus weiterhin ihrer Beschreibung entsprechen.

e) Die Sorte muß eine Sortenbezeichnung gemäß Artikel 13 erhalten.

(2) Die Gewährung des Schutzes darf nur von den vorstehenden Voraussetzungen abhängig gemacht werden; der Züchter muß jedoch den Förmlichkeiten, die im innerstaatlichen Recht des Verbandsstaats, in dem die Schutzrechtsanmeldung eingereicht wurde, vorgesehen sind, einschließlich der Zahlung der Gebühren genügt haben.

Artikel 7

Amtliche Prüfung von Sorten; vorläufiger Schutz

(1) Der Schutz wird nach einer Prüfung der Sorte auf die in Artikel 6 festgelegten Voraussetzungen gewährt. Diese Prüfung muß der einzelnen botanischen Gattung oder Art angemessen sein.

(2) Für die Prüfung können die zuständigen Behörden eines jeden Verbandsstaats von dem Züchter alle notwendigen Auskünfte und Unterlagen sowie das erforderliche Pflanz- oder Saatgut verlangen.

(3) Jeder Verbandsstaat kann Maßnahmen zum Schutz des Züchters gegen mißbräuchliches Verhalten Dritter, das in der Zeit von der Einreichung der Schutzrechtsanmeldung bis zur Entscheidung hierüber begangen worden ist, treffen.

Artikel 8

Schutzdauer

Das dem Züchter gewährte Recht wird für eine begrenzte Zeitspanne erteilt. Diese darf nicht kürzer sein als fünfzehn Jahre, vom Tag der Erteilung des Schutzrechts an gerechnet. Für Reben, Wald-, Obst- und Zierbäume jeweils einschließlich ihrer Unterlagen darf die Schutzdauer nicht kürzer sein als achtzehn Jahre, von diesem Zeitpunkt an gerechnet.

Artikel 9

Beschränkungen in der Ausübung des Züchterrechts

(1) Die freie Ausübung des dem Züchter gewährten ausschließlichen Rechts darf nur aus Gründen des öffentlichen Interesses beschränkt werden.

(2) Erfolgt diese Beschränkung zu dem Zweck, die Verbreitung der Sorte sicherzustellen, so hat der betreffende Verbandsstaat alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, damit der Züchter eine angemessene Vergütung erhält.

Artikel 10

Nichtigkeit und Aufhebung des Züchterrechts

(1) Das Recht des Züchters wird nach Maßgabe des innerstaatlichen Rechtes eines jeden Verbandsstaats für nichtig erklärt,

wenn sich herausstellt, daß die in Artikel 6 Absatz 1 Buchstaben *a* und *b* festgelegten Voraussetzungen bei der Erteilung des Schutzrechts tatsächlich nicht erfüllt waren.

(2) Das Recht des Züchters wird aufgehoben, wenn er nicht in der Lage ist, der zuständigen Behörde das Vermehrungsmaterial vorzulegen, das es gestattet, die Sorte mit den im Zeitpunkt der Schutzeteilung für sie festgelegten Merkmalen zu erstellen.

(3) Das Recht des Züchters kann aufgehoben werden,

a) wenn er der zuständigen Behörde innerhalb einer vorgeschriebenen Frist und nach Mahnung das Vermehrungsmaterial, die Unterlagen und die Auskünfte, die zur Überwachung der Sorte für notwendig erachtet werden, nicht vorlegt oder wenn er die Nachprüfung der zur Erhaltung der Sorte getroffenen Maßnahmen nicht gestattet;

b) wenn er nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist die Gebühren entrichtet hat, die gegebenenfalls für die Aufrechterhaltung seiner Rechte zu zahlen sind.

(4) Aus anderen als den in diesem Artikel aufgeführten Gründen kann das Recht des Züchters weder für nichtig erklärt noch aufgehoben werden.

Artikel 11

Freie Wahl des Verbandsstaats, in dem die erste Anmeldung eingereicht wird; Anmeldungen in anderen Verbandsstaaten; Unabhängigkeit des Schutzes in verschiedenen Verbandsstaaten

(1) Der Züchter kann den Verbandsstaat wählen, in dem er die erste Schutzrechtsanmeldung einreichen will.

(2) Der Züchter kann den Schutz seines Rechtes in anderen Verbandsstaaten beantragen, ohne abzuwarten, bis ihm der Verbandsstaat der ersten Anmeldung ein Schutzrecht erteilt hat.

(3) Der Schutz, der in verschiedenen Verbandsstaaten von natürlichen oder juristischen Personen beantragt wird, die sich auf dieses Übereinkommen berufen können, ist unabhängig von dem Schutz, der für dieselbe Sorte in anderen Verbandsstaaten oder in Nichtverbandsstaaten erlangt worden ist.

Artikel 12

Priorität

(1) Hat der Züchter eine Schutzrechtsanmeldung in einem der Verbandsstaaten vorschriftsmäßig eingereicht, so genießt er für die Einreichung in den anderen Verbandsstaaten während einer Frist von zwölf Monaten ein Prioritätsrecht. Diese Frist beginnt mit dem Zeitpunkt der Einreichung der ersten Anmeldung. Der Tag der Einreichung wird nicht in die Frist eingezeichnet.

(2) Absatz 1 ist zugunsten der neuen Einreichung nur anwendbar, wenn diese einen Schutzrechtsantrag und die Beanspruchung der Priorität der ersten Anmeldung enthält und wenn binnen drei Monaten die Unterlagen, aus denen diese Anmeldung besteht, abschriftlich vorgelegt werden; die Abschriften müssen

von der Behörde beglaubigt sein, welche diese Anmeldung entgegengenommen hat.

(3) Dem Züchter steht eine Frist von vier Jahren nach Ablauf der Prioritätsfrist zur Verfügung, um dem Verbandsstaat, bei dem ein Schutzrechtsantrag nach Maßgabe des Absatzes 2 eingereicht worden ist, die nach den Gesetzen und sonstigen Vorschriften dieses Staates erforderlichen ergänzenden Unterlagen und das erforderliche Material vorzulegen. Jedoch kann dieser Staat die Vorlage der ergänzenden Unterlagen und des vorzulegenden Materials innerhalb einer angemessenen Frist anfordern, wenn die Anmeldung, deren Priorität in Anspruch genommen wird, zurückgewiesen oder zurückgenommen worden ist.

(4) Einer unter den obigen Bedingungen vorgenommenen Anmeldung können Tatsachen nicht entgegengehalten werden, die innerhalb der Frist des Absatzes 1 eingetreten sind, wie etwa eine andere Anmeldung, die Veröffentlichung des Gegenstands der Anmeldung oder seine Benutzung. Diese Tatsachen können kein Recht zugunsten Dritter und kein persönliches Besitzrecht begründen.

Artikel 13 **Sortenbezeichnung**

(1) Die Sorte ist mit einer Sortenbezeichnung als Gattungsbezeichnung zu kennzeichnen. Jeder Verbandsstaat stellt sicher, daß, vorbehaltlich des Absatzes 4, keine Rechte an der Bezeichnung, die als Sortenbezeichnung eingetragen ist, den freien Gebrauch der Bezeichnung in Verbindung mit der Sorte einschränken, auch nicht nach Ablauf des Schutzes.

(2) Die Sortenbezeichnung muß die Identifizierung der Sorte ermöglichen. Sie darf nicht ausschließlich aus Zahlen bestehen, außer soweit dies eine feststehende Praxis für die Kennzeichnung von Sorten ist. Sie darf nicht geeignet sein, hinsichtlich der Merkmale, des Wertes oder der Identität der Sorte oder der Identität des Züchters irrezuführen oder Verwechslungen hervorzurufen. Sie muß sich insbesondere von jeder Sortenbezeichnung unterscheiden, die in einem der Verbandsstaaten eine bereits vorhandene Sorte derselben botanischen Art oder einer verwandten Art kennzeichnet.

(3) Die Sortenbezeichnung wird von dem Züchter bei der in Artikel 30 Absatz 1 Buchstabe *b* vorgesehenen Behörde hinterlegt. Stellt sich heraus, daß diese Bezeichnung den Erfordernissen des Absatzes 2 nicht entspricht, so verweigert diese Behörde die Eintragung und verlangt von dem Züchter, daß er innerhalb einer vorgeschriebenen Frist eine andere Sortenbezeichnung vorschlägt. Die Sortenbezeichnung wird gleichzeitig mit der Erteilung des Schutzrechts gemäß Artikel 7 eingetragen.

(4) Ältere Rechte Dritter bleiben unberührt. Wird die Benutzung der Sortenbezeichnung einer Person, die gemäß Absatz 7 zu ihrer Benutzung verpflichtet ist, auf Grund eines älteren Rechtes untersagt, so verlangt die in Artikel 30 Absatz 1 Buchstabe *b* vorgesehene Behörde, daß der Züchter eine andere Sortenbezeichnung vorschlägt.

(5) Eine Sorte darf in den Verbandsstaaten nur unter derselben Sortenbezeichnung angemeldet werden. Die in Artikel 30 Absatz 1 Buchstabe *b* vorgesehene Behörde ist verpflichtet, die so hinterlegte Sortenbezeichnung einzutragen, sofern sie nicht feststellt, daß diese Sortenbezeichnung in ihrem Staat ungeeignet ist. In diesem Fall kann sie verlangen, daß der Züchter eine andere Sortenbezeichnung vorschlägt.

(6) Die in Artikel 30 Absatz 1 Buchstabe *b* vorgesehene Behörde stellt sicher, daß alle anderen Behörden über Angelegenheiten, die Sortenbezeichnungen betreffen, insbesondere über die Einreichung, Eintragung und Streichung von Sortenbezeichnungen, unterrichtet werden. Jede in Artikel 30 Absatz 1 Buchstabe *b* vorgesehene Behörde kann der Behörde, die eine Sortenbezeichnung mitgeteilt hat, etwaige Bemerkungen zu der Eintragung dieser Sortenbezeichnung zugehen lassen.

(7) Wer in einem Verbandsstaat Vermehrungsmaterial einer in diesem Staat geschützten Sorte feilhält oder gewerbsmäßig vertreibt, ist verpflichtet, die Sortenbezeichnung auch nach Ablauf des Schutzes dieser Sorte zu benutzen, sofern nicht gemäß Absatz 4 ältere Rechte dieser Benutzung entgegenstehen.

(8) Beim Feilhalten oder bei dem gewerbsmäßigen Vertrieb der Sorte darf eine Fabrik- oder Handelsmarke, eine Handelsbezeichnung oder eine andere ähnliche Angabe der eingetragenen Sortenbezeichnung hinzugefügt werden. Auch wenn eine solche Angabe hinzugefügt wird, muß die Sortenbezeichnung leicht erkennbar sein.

Artikel 14

Unabhängigkeit des Schutzes von Maßnahmen zur Regelung der Erzeugung, der Überwachung und des gewerbsmäßigen Vertriebs

(1) Das dem Züchter nach diesem Übereinkommen gewährte Recht ist unabhängig von den Maßnahmen, die in jedem Verbandsstaat zur Regelung der Erzeugung, der Überwachung und des gewerbsmäßigen Vertriebs von Saat- und Pflanzgut getroffen werden.

(2) Jedoch muß bei diesen Maßnahmen soweit wie möglich vermieden werden, daß die Anwendung dieses Übereinkommens behindert wird.

Artikel 15

Organe des Verbands

Die ständigen Organe des Verbands sind:

a) der Rat;

b) Das Generalsekretariat, das als Büro des Internationalen Verbands zum Schutz von Pflanzenzüchtungen bezeichnet wird.

Artikel 16

Zusammensetzung des Rates; Abstimmungen

(1) Der Rat besteht aus den Vertretern der Verbandsstaaten. Jeder Verbandsstaat ernennt einen Vertreter für den Rat und einen Stellvertreter.

(2) Den Vertretern oder Stellvertretern können Mitarbeiter oder Berater zur Seite stehen.

(3) Jeder Verbandsstaat hat im Rat eine Stimme.

Artikel 17

Beobachter in Sitzungen des Rates

(1) Staaten, die nicht Mitglieder des Verbands sind und diese Akte unterzeichnet haben, werden als Beobachter zu den Sitzungen des Rates eingeladen.

(2) Zu diesen Sitzungen können auch andere Beobachter oder Sachverständige eingeladen werden.

Artikel 18

Präsident und Vizepräsidenten des Rates

(1) Der Rat wählt aus seiner Mitte einen Präsidenten und einen Ersten Vizepräsidenten. Er kann weitere Vizepräsidenten wählen. Der Erste Vizepräsident vertritt von Rechts wegen den Präsidenten bei Verhinderungen.

(2) Die Amtszeit des Präsidenten beträgt drei Jahre.

Artikel 19

Tagungen des Rates

(1) Der Rat tritt auf Einberufung durch seinen Präsidenten zusammen.

(2) Er hält einmal jährlich eine ordentliche Tagung ab. Außerdem kann der Präsident von sich aus den Rat einberufen; er hat ihn binnen drei Monaten einzuberufen, wenn mindestens ein Drittel der Verbandsstaaten dies beantragt.

Artikel 20

Geschäftsordnung des Rates; Verwaltungs- und Finanzordnung des Verbands

Der Rat legt seine Geschäftsordnung sowie die Verwaltungs- und Finanzordnung des Verbands fest.

Artikel 21

Aufgaben des Rates

Der Rat hat folgende Aufgaben:

- a) Er prüft Maßnahmen, die geeignet sind, den Bestand des Verbands sicherzustellen und seine Entwicklung zu fördern.
- b) Er ernennt den Generalsekretär und, falls er dies für erforderlich hält, einen Stellvertretenden Generalsekretär und setzt die Einstellungsbedingungen von beiden fest.
- c) Er prüft den jährlichen Bericht über die Tätigkeit des Verbands und stellt das Programm für dessen künftige Arbeit auf.

- d) Er erteilt dem Generalsekretär, dessen Befugnisse in Artikel 23 festgelegt sind, alle erforderlichen Richtlinien für die Durchführung der Aufgaben des Verbands.
- e) Er prüft und genehmigt den Haushaltsplan des Verbands und setzt gemäß Artikel 26 den Beitrag eines jeden Verbandsstaats fest.
- f) Er prüft und genehmigt die von dem Generalsekretär vorgelegten Abrechnungen.
- g) Er bestimmt gemäß Artikel 27 den Zeitpunkt und den Ort der dort vorgesehenen Konferenzen und trifft die zu ihrer Vorbereitung erforderlichen Maßnahmen.
- h) Ganz allgemein faßt er alle Beschlüsse für ein erfolgreiches Wirken des Verbands.

Artikel 22

Erforderliche Mehrheiten für die Beschlüsse des Rates

Ein Beschuß des Rates bedarf der einfachen Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitglieder; jedoch bedarf ein Beschuß des Rates nach Artikel 4 Absatz 4, Artikel 20, Artikel 21 Buchstabe e, Artikel 26 Absatz 5 Buchstabe b, Artikel 27 Absatz 1, Artikel 28 Absatz 3 und Artikel 32 Absatz 3 einer Dreiviertelmehrheit der anwesenden und abstimmenden Mitglieder. Enthaltungen gelten nicht als Stimmabgabe.

Artikel 23

Aufgaben des Verbandsbüros; Verantwortung des Generalsekretärs; Ernennung der Bediensteten

- (1) Das Verbandsbüro erledigt alle Aufgaben, die ihm der Rat zuweist. Es wird vom Generalsekretär geleitet.
- (2) Der Generalsekretär ist dem Rat verantwortlich; er sorgt für die Ausführung der Beschlüsse des Rates. Er legt dem Rat den Haushaltsplan zur Genehmigung vor und sorgt für dessen Ausführung. Er legt dem Rat alljährlich Rechenschaft über seine Geschäftsführung ab und unterbreitet ihm einen Bericht über die Tätigkeit und die Finanzlage des Verbands.
- (3) Vorbehaltlich des Artikels 21 Buchstabe b werden die Bedingungen für die Einstellung und Beschäftigung des für die ordnungsgemäße Erfüllung der Aufgaben des Verbandsbüros erforderlichen Personals in der in Artikel 20 bezeichneten Verwaltungs- und Finanzordnung festgelegt.

Artikel 24

Rechts- und Geschäftsfähigkeit

- (1) Der Verband besitzt Rechtspersönlichkeit.
- (2) Der Verband genießt im Hoheitsgebiet jedes Verbandsstaats gemäß den Gesetzen dieses Staates die zur Erreichung seines Zweckes und zur Wahrnehmung seiner Aufgaben erforderliche Rechts- und Geschäftsfähigkeit.

(3) Der Verband schließt mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein Abkommen über den Sitz.

Artikel 25 **Rechnungsprüfung**

Die Rechnungsprüfung des Verbands wird nach Maßgabe der in Artikel 20 bezeichneten Verwaltungs- und Finanzordnung von einem Verbandsstaat durchgeführt. Dieser Staat wird mit seiner Zustimmung vom Rat bestimmt.

Artikel 26 **Finanzen**

(1) Die Ausgaben des Verbands werden gedeckt aus

- den Jahresbeiträgen der Verbandsstaaten,
- der Vergütung für Dienstleistungen,
- sonstigen Einnahmen.

(2)a) Der Anteil jedes Verbandsstaats an dem Gesamtbetrag der Jahresbeiträge richtet sich nach dem Gesamtbetrag der Ausgaben, die durch Beiträge der Verbandsstaaten zu decken sind, und nach der Anzahl der für diesen Verbandsstaat nach Absatz 3 maßgebenden Zahl von Beitragseinheiten. Dieser Anteil wird nach Absatz 4 berechnet.

b) Die Zahl der Beitragseinheiten wird in ganzen Zahlen oder Bruchteilen hiervon ausgedrückt, wobei sie nicht kleiner als ein Fünftel sein darf.

(3)a) Für jeden Staat, der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Akte dem Verband angehört, ist die Zahl der für ihn maßgebenden Beitragseinheiten gleich der Zahl der für ihn unmittelbar vor diesem Zeitpunkt nach dem Übereinkommen von 1961 in der durch die Zusatzakte von 1972 geänderten Fassung maßgebenden Einheiten.

b) Jeder andere Staat gibt bei seinem Beitritt zum Verband in einer an den Generalsekretär gerichteten Erklärung die für ihn maßgebende Zahl von Beitragseinheiten an.

c) Jeder Verbandsstaat kann jederzeit in einer an den Generalsekretär gerichteten Erklärung eine andere als die für ihn nach den Buchstaben a oder b maßgebende Zahl von Beitragseinheiten angeben. Wird eine solche Erklärung während der ersten sechs Monate eines Kalenderjahrs abgegeben, so wird sie zum Beginn des folgenden Kalenderjahrs wirksam; andernfalls wird die Erklärung zum Beginn des zweiten Kalenderjahrs wirksam, das auf das Jahr folgt, in dem sie abgegeben wurde.

(4)a) Für jede Haushaltperiode wird der Betrag, der einer Beitragseinheit entspricht, dadurch ermittelt, daß der Gesamtbetrag der Ausgaben, die in dieser Periode aus Beiträgen der Verbandsstaaten zu decken sind, durch die Gesamtzahl der von diesen Staaten aufzubringenden Einheiten geteilt wird.

b) Der Betrag des Beitrags jedes Verbandsstaats ergibt sich aus dem mit der Zahl der für diesen Staat maßgebenden Beitragseinheiten vervielfachten Betrag einer Beitragseinheit.

(5)a) Ein Verbandsstaat, der mit der Zahlung seiner Beiträge im Rückstand ist, kann vorbehaltlich des Buchstabens b sein Stimmrecht im Rat nicht ausüben, wenn der rückständige Betrag die Summe der von ihm für die zwei vorhergehenden vollen Jahre geschuldeten Beiträge erreicht oder übersteigt. Die Aussetzung des Stimmrechts entbindet diesen Staat nicht von den sich aus diesem Übereinkommen ergebenden Pflichten und führt nicht zum Verlust der anderen sich aus dem Übereinkommen ergebenen Rechte.

b) Der Rat kann einem solchen Staat jedoch gestatten, sein Stimmrecht weiter auszuüben, wenn und solange der Rat überzeugt ist, daß der Zahlungsrückstand eine Folge außergewöhnlicher und unabwendbarer Umstände ist.

Artikel 27 Revision des Übereinkommens

(1) Dieses Übereinkommen kann von einer Konferenz der Verbandsstaaten revidiert werden. Die Einberufung einer solchen Konferenz wird vom Rat beschlossen.

(2) Die Konferenz ist nur dann beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verbandsstaaten auf ihr vertreten ist. Die revidierte Fassung des Übereinkommens bedarf zu ihrer Annahme der Fünfsechstelmehrheit der auf der Konferenz vertretenen Verbandsstaaten.

Artikel 28 Vom Büro und in Sitzungen des Rates benutzte Sprachen

(1) Das Verbandsbüro bedient sich bei der Erfüllung seiner Aufgaben der deutschen, der englischen und der französischen Sprache.

(2) Die Sitzungen des Rates und die Revisionskonferenzen werden in diesen drei Sprachen abgehalten.

(3) Der Rat kann, soweit hierfür ein Bedürfnis besteht, die Benutzung weiterer Sprachen beschließen.

Artikel 29 Besondere Abmachungen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen

Die Verbandsstaaten behalten sich das Recht vor, untereinander zum Schutz von Pflanzenzüchtungen besondere Abmachungen zu treffen, soweit diese Abmachungen diesem Übereinkommen nicht zuwiderlaufen.

Artikel 30 Anwendung des Übereinkommens im innerstaatlichen Bereich; Vereinbarungen über die gemeinsame Inanspruchnahme von Prüfungsstellen

(1) Jeder Verbandsstaat trifft alle für die Anwendung dieses Übereinkommens notwendigen Maßnahmen, insbesondere

- a) sieht er geeignete Rechtsmittel vor, die eine wirksame Wahrung der in diesem Übereinkommen vorgesehenen Rechte ermöglichen;
- b) richtet er eine besondere Behörde für den Schutz von Pflanzenzüchtungen ein oder beauftragt eine bereits bestehende Behörde mit diesem Schutz;
- c) stellt er die öffentliche Bekanntmachung von Mitteilungen über diesen Schutz, zumindest die periodische Veröffentlichung des Verzeichnisses der erteilten Schutzrechte, sicher.

(2) Zwischen den zuständigen Behörden der Verbandsstaaten können Vereinbarungen zum Zweck der gemeinsamen Inanspruchnahme von Stellen getroffen werden, welche die in Artikel 7 vorgesehene Prüfung der Sorten und die Zusammenstellung der erforderlichen Vergleichssammlungen und -unterlagen durchzuführen haben.

(3) Es besteht Einverständnis darüber, daß jeder Staat bei Hinterlegung seiner Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde entsprechend seinem innerstaatlichen Recht in der Lage sein muß, diesem Übereinkommen Wirkung zu verleihen.

Artikel 31 Unterzeichnung

Diese Akte wird für jeden Verbandsstaat und für jeden anderen Staat zur Unterzeichnung aufgelegt, der auf der Diplomatischen Konferenz, welche diese Akte angenommen hat, vertreten war. Sie liegt bis zum 31. Oktober 1979 zur Unterzeichnung auf.

Artikel 32 Ratifikation, Annahme oder Genehmigung; Beitritt

- (1) Jeder Staat bringt seine Zustimmung, durch diese Akte gebunden zu sein, dadurch zum Ausdruck, daß er
 - a) eine Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunde hinterlegt, sofern er diese Akte unterzeichnet hat, oder
 - b) eine Beitrittsurkunde hinterlegt, sofern er diese Akte nicht unterzeichnet hat.

(2) Die Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunden werden beim Generalsekretär hinterlegt.

(3) Jeder Staat, der dem Verband nicht angehört und diese Akte nicht unterzeichnet hat, ersucht vor Hinterlegung seiner Beitrittsurkunde den Rat um Stellungnahme, ob seine Gesetze mit dieser Akte vereinbar sind. Ist der die Stellungnahme beinhaltende Beschuß positiv, so kann die Beitrittsurkunde hinterlegt werden.

Artikel 33 Inkrafttreten; Unmöglichkeit, früheren Fassungen beizutreten

- (1) Diese Akte tritt einen Monat nach dem Zeitpunkt in Kraft, zu dem die folgenden Bedingungen erfüllt sind:
 - a) Die Zahl der hinterlegten Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunden beträgt mindestens fünf;

b) mindestens drei der genannten Urkunden sind von Vertragsstaaten des Übereinkommens von 1961 hinterlegt worden.

(2) Für jeden Staat, der seine Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde hinterlegt, nachdem die in Absatz 1 Buchstaben *a* und *b* genannten Bedingungen erfüllt sind, tritt diese Akte einen Monat nach dem Zeitpunkt in Kraft, zu dem die Urkunde dieses Staates hinterlegt worden ist.

(3) Nach dem Inkrafttreten dieser Akte gemäß Absatz 1 kann ein Staat dem Übereinkommen von 1961 in der durch die Zusatzakte von 1972 geänderten Fassung nicht mehr beitreten.

Artikel 34

Beziehungen zwischen Staaten, die durch unterschiedliche Fassungen gebunden sind

(1) Ein Verbandsstaat, der an dem Tag, an dem diese Akte für ihn in Kraft tritt, durch das Übereinkommen von 1961 in der durch die Zusatzakte von 1972 geänderten Fassung gebunden ist, wendet in seinen Beziehungen zu jedem anderen Verbandsstaat, der nicht durch diese Akte gebunden ist, weiterhin das genannte Übereinkommen in der durch die Zusatzakte geänderten Fassung an, bis diese Akte auch für diesen anderen Staat in Kraft tritt.

(2) Ein Verbandsstaat, der nicht durch die vorliegende Akte gebunden ist, («erstgenannter Staat»), kann durch eine an den Generalsekretär gerichtete Notifikation erklären, daß er das Übereinkommen von 1961 in der durch die Zusatzakte von 1972 geänderten Fassung in seinen Beziehungen zu jedem durch diese Akte gebundenen Staat anwenden wird, der Verbandsstaat wird, indem er diese Akte ratifiziert, annimmt, genehmigt oder ihr beitritt («letztgenannter Staat»). Während eines Zeitabschnitts, der einen Monat nach dem Tag einer solchen Notifikation beginnt und mit dem Inkrafttreten dieser Akte für den erstgenannten Staat endet, wendet dieser das Übereinkommen von 1961 in der durch die Zusatzakte von 1972 geänderten Fassung in seinen Beziehungen zu dem letztgenannten Staat an, während dieser diese Akte in seinen Beziehungen zu dem erstgenannten Staat anwendet.

Artikel 35

Mitteilungen über die schutzfähigen Gattungen und Arten; zu veröffentlichte Informationen

(1) Jeder Staat, der nicht bereits Verbandsstaat ist, notifiziert bei der Hinterlegung seiner Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde zu dieser Akte dem Generalsekretär eine Liste der Gattungen und Arten, auf die er dieses Übereinkommen anwenden wird, sobald diese Akte für ihn in Kraft tritt.

(2) Der Generalsekretär veröffentlicht auf der Grundlage von Mitteilungen, die er von dem jeweiligen Verbandsstaat erhalten hat, Informationen über

a) die Ausdehnung der Anwendung dieses Übereinkommens auf weitere Gattungen und Arten nach dem Inkrafttreten dieser Akte für diesen Staat,

- b) jeden Fall, in dem von der in Artikel 3 Absatz 3 vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch gemacht wird,
- c) jeden Fall, in dem von Möglichkeiten Gebrauch gemacht wird, die der Rat gemäß Artikel 4 Absatz 4 oder 5 eingeräumt hat,
- d) jeden Fall, in dem von der in Artikel 5 Absatz 4 Satz 1 vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch gemacht wird, unter Angabe der Art der weitergehenden Rechte und unter Hinweis auf die Gattungen und Arten, auf die sich solche Rechte beziehen,
- e) jeden Fall, in dem von der in Artikel 5 Absatz 4 Satz 2 vorgesehenen Möglichkeit Gebrauch gemacht wird,
- f) die Tatsache, daß das Recht dieses Staates eine nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b Ziffer i zulässige Vorschrift enthält, unter Angabe der Länge der eingeräumten Frist,
- g) die in Artikel 8 bezeichnete Zeitdauer, wenn sie über fünfzehn beziehungsweise achtzehn Jahre hinausgeht.

Artikel 36 Hoheitsgebiete

- (1) Jeder Staat kann in seiner Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde erklären oder zu jedem späteren Zeitpunkt dem Generalsekretär schriftlich notifizieren, daß diese Akte auf alle oder einzelne in der Erklärung oder Notifikation bezeichneten Hoheitsgebiete anwendbar ist.
- (2) Jeder Staat, der eine solche Erklärung abgegeben oder eine solche Notifikation vorgenommen hat, kann dem Generalsekretär jederzeit notifizieren, daß diese Akte auf alle oder einzelne dieser Hoheitsgebiete nicht mehr anwendbar ist.
- (3)a) Jede gemäß Absatz 1 abgegebene Erklärung wird gleichzeitig mit der Ratifikation, der Annahme, der Genehmigung oder dem Beitritt, in deren Urkunde sie enthalten war, und jede Notifikation gemäß jenem Absatz wird drei Monate nach ihrer Notifikation durch den Generalsekretär wirksam.
- b) Jede Notifikation gemäß Absatz 2 wird zwölf Monate nach ihrem Eingang beim Generalsekretär wirksam.

Artikel 37 Ausnahmeregelung für den Schutz unter zwei Schutzrechtsformen

- (1) Ungeachtet des Artikels 2 Absatz 1 kann jeder Staat, der vor Ablauf der Frist, während der diese Akte zur Unterzeichnung aufliegt, Schutz unter den in Artikel 2 Absatz 1 bezeichneten unterschiedlichen Formen für dieselbe Gattung oder Art vorsieht, diesen weiterhin vorsehen, wenn er dies dem Generalsekretär zu dem Zeitpunkt notifiziert, zu dem er diese Akte unterzeichnet oder zu dem er seine Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde zu dieser Akte hinterlegt.
- (2) Wird in einem Verbandsstaat, auf den Absatz 1 anwendbar ist, um Schutz nach dem Patentgesetz nachgesucht, so kann dieser Staat abweichend von Artikel 6 Absatz 1 Buchstaben a und b und Artikel 8 die Patentierbarkeitskriterien und die

Schutzdauer des Patentgesetzes auf die nach diesem Gesetz schutzfähigen Sorten anwenden.

(3) Der betreffende Staat kann jederzeit dem Generalsekretär notifizieren, daß er die nach Absatz 1 vorgenommene Notifikation zurücknimmt. Eine solche Zurücknahme wird zu dem Zeitpunkt wirksam, den der Staat in der Notifikation der Zurücknahme angegeben hat.

Artikel 38

Vorübergehende Einschränkung des Erfordernisses der Neuheit

Ungeachtet des Artikels 6 kann jeder Verbandsstaat, ohne daß daraus den übrigen Verbandsstaaten eine Verpflichtung erwächst, das in jenem Artikel vorgesehene Erfordernis der Neuheit in bezug auf Sorten einschränken, die zu dem Zeitpunkt, zu dem der betreffende Staat dieses Übereinkommen erstmalig auf die Gattung oder Art, welcher die Sorten angehören, anwendet, vorhanden sind, aber erst kurz zuvor gezüchtet wurden.

Artikel 39

Aufrechterhaltung wohlerworbbener Rechte

Dieses Übereinkommen läßt Rechte unberührt, die auf Grund des innerstaatlichen Rechtes der Verbandsstaaten oder infolge von Übereinkünften zwischen diesen Staaten erworben worden sind.

Artikel 40

Vorbehalte

Vorbehalte zu diesem Übereinkommen sind nicht zulässig.

Artikel 41

Dauer und Kündigung des Übereinkommens

(1) Dieses Übereinkommen wird auf unbegrenzte Zeit geschlossen.

(2) Jeder Verbandsstaat kann dieses Übereinkommen durch eine an den Generalsekretär gerichtete Notifikation kündigen. Der Generalsekretär notifiziert unverzüglich allen Verbandsstaaten den Eingang dieser Notifikation.

(3) Die Kündigung wird zum Ende des Kalenderjahrs wirksam, das auf das Jahr folgt, in dem die Notifikation beim Generalsekretär eingegangen war.

(4) Die Kündigung läßt Rechte unberührt, die auf Grund dieses Übereinkommens an einer Sorte vor dem Tag erworben worden sind, an dem die Kündigung wirksam wird.

Artikel 42

Sprachen; Wahrnehmung der Verwahreraufgaben

(1) Diese Akte wird in einer Urschrift in deutscher, englischer und französischer Sprache unterzeichnet; bei Unstimmigkeiten zwischen den verschiedenen Wortlauten ist der franzö-

siche Wortlaut maßgebend. Die Urschrift wird beim Generalsekretär hinterlegt.

(2) Der Generalsekretär übermittelt den Regierungen aller Staaten, die auf der Diplomatischen Konferenz, die diese Akte angenommen hat, vertreten waren, und der Regierung jedes anderen Staates auf deren Ersuchen zwei beglaubigte Abschriften dieser Akte.

(3) Der Generalsekretär stellt nach Konsultierung der Regierungen der beteiligten Staaten, die auf der genannten Konferenz vertreten waren, amtliche Wortlaute in arabischer, italienischer, japanischer, niederländischer und spanischer Sprache sowie in denjenigen anderen Sprachen her, die der Rat des Verbands gegebenenfalls bezeichnet.

(4) Der Generalsekretär lässt diese Akte beim Sekretariat der Vereinten Nationen registrieren.

(5) Der Generalsekretär notifiziert den Regierungen der Verbandsstaaten und der Staaten, die, ohne Verbandsstaaten zu sein, auf der Diplomatischen Konferenz, die diese Akte angenommen hat, vertreten waren, die Unterzeichnungen dieser Akte, die Hinterlegung von Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunden, jede nach den Artikeln 34 Absatz 2, 36 Absätze 1 und 2, 37 Absätze 1 und 3 oder 41 Absatz 2 eingegangene Notifikation und jede nach Artikel 36 Absatz 1 abgegebene Erklärung.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé la présente Convention.
FAIT à Genève, le vingt-trois octobre mil neuf cent soixante-dix-huit.*

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.
DONE at Geneva, this twenty-third day of October, one thousand nine hundred and seventy-eight.*

ZU URKUND DESSEN haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Übereinkommen unterschrieben.

GESCHEHEN zu Genf am dreiundzwanzigsten Oktober neunzehnhundertachtundsiebzig.*

POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE
FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY
FÜR DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

Per Fischer

POUR LA CONFÉDÉRATION SUISSE
FOR THE SWISS CONFEDERATION
FÜR DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT

W. Gfeller

POUR LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
FOR THE FRENCH REPUBLIC
FÜR DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK

B. Laclavière

* Note/Note/Hinweis

Toutes les signatures ont été apposées le 23 octobre 1978, sauf si une autre date est indiquée.

All signatures were affixed on October 23, 1978, unless otherwise indicated.

Falls nichts anderes angegeben, wurde die Unterzeichnung am 23. Oktober 1978 vorgenommen.

POUR LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE
FOR THE ITALIAN REPUBLIC
FÜR DIE ITALIENISCHE REPUBLIK

Italo Papini

POUR LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE
FOR THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA
FÜR DIE REPUBLIK SÜDAFRIKA

J. F. van Wyk

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE
FOR THE KINGDOM OF BELGIUM
FÜR DAS KÖNIGREICH BELGIEN

P. Noterdaeme

POUR LE ROYAUME DE SUÈDE
FOR THE KINGDOM OF SWEDEN
FÜR DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN

Sigvard Mejegård

December 12, 1978

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS
FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
FÜR DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE

W. van Soest

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD
FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
FÜR DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH
GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND

Patrick Murphy

POUR LE ROYAUME DU DANEMARK
FOR THE KINGDOM OF DENMARK
FÜR DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK

Halvor Skov

POUR L'ÉTAT ESPAGNOL
FOR THE SPANISH STATE
FÜR DEN SPANISCHEN STAAT

POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
FOR THE UNITED STATES OF AMERICA
FÜR DIE VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA

Harvey J. Winter

POUR LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE
FOR THE UNITED MEXICAN STATES
FÜR DIE VEREINIGTEN MEXIKANISCHEN STAATEN

R. Martinez

July 25, 1979

POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE
FOR NEW ZEALAND
FÜR NEUSEELAND

E. Farnon

July 25, 1979

POUR L'IRLANDE
FOR IRELAND
FÜR IRLAND

Seán Gaynor

September 27, 1979

POUR LE JAPON
FOR JAPAN
FÜR JAPAN

Masao Sawaki

October 17, 1979

POUR LE CANADA
FOR CANADA
FÜR KANADA

D. S. McPhail

October 31, 1979

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 revisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978, adoptée à la Conférence diplomatique de révision de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales tenue à Genève du 9 au 23 octobre 1978, et ouverte à la signature à Genève le 23 octobre 1978.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, as revised at Geneva on November 10, 1972, and on October 23, 1978, adopted at the Diplomatic Conference on the Revision of the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants, held at Geneva from October 9 to 23, 1978, and opened for signature at Geneva on October 23, 1978.

Ich beglaubige hiermit, dass der vorstehende Wortlaut eine wahrheitsgetreue Abschrift des Internationalen Übereinkommens zum Schutz von Pflanzenzüchtungen vom 2. Dezember 1961, revidiert in Genf am 10. November 1972 und am 23. Oktober 1978, ist, das auf der Genfer Diplomatischen Konferenz zur Revision des Internationalen Übereinkommens zum Schutz von Pflanzenzüchtungen vom 9. bis 23. Oktober 1978 angenommen und am 23. Oktober 1978 in Genf zur Unterzeichnung aufgelegt wurde.



Arpad Bogsch

Secrétaire général
Union internationale pour la
protection des obtentions
végétales
30 novembre 1979

Secretary-General
International Union for the
Protection of New Varieties
of Plants
November 30, 1979

Generalsekretär
Internationaler Verband
zum Schutz von
Pflanzenzüchtungen
30. November 1979

